

Bpifrance

Etude d'évaluation à mi-parcours du dispositif des prêts numériques du programme des investissements d'avenir

Rapport final – Version amendée

4 mars 2016



EY

Building a better
working world

- | | | |
|----------|--|----------------|
| 1 | Synthèse des principaux messages clés de l'étude | Page 3 |
| 2 | Objectifs et démarche de l'évaluation | Page 7 |
| 3 | Objectifs, bilan et chiffres clés du prêt numérique | Page 12 |
| 4 | Analyse des profils ex-ante des bénéficiaires | Page 20 |
| 5 | Analyse de la typologie des projets retenus | Page 38 |
| 6 | Impacts des prêts numériques | Page 57 |
| 7 | Annexes | Page 82 |

Profil des entreprises bénéficiaires et des projets

- *Quel est le profil économique des bénéficiaires ?*
- *Quels sont les types de projets et les effets recherchés ?*
- *Quelle est la maturité numérique ex-ante des bénéficiaires ?*

Effets des projets financés

- *Les investissements se sont-ils déjà traduits par des effets sur la maturité numérique ?*

- ▶ Les prêts numériques ont rencontré un **succès quasi-immédiat avec la moitié des 301 M€ octroyée en moins de six mois, auprès de 370 entreprises bénéficiaires**
- ▶ En ligne avec ses objectifs, le prêt numérique a soutenu **une majorité de PME-ETI relativement matures, issus des secteurs traditionnels de l'économie** (industrie manufacturière, commerces, activités spécialisées, scientifiques et techniques)
- ▶ Les projets soutenus ont principalement visé les **outils de fabrication industrielle** (dont une part importante de projets robotiques) et **de conception numérique**, l'acquisition et la mise en œuvre (dont la formation) de **type Progiciel de Gestion Intégré (PGI) ou solutions logicielles**, ou le renouvellement d'équipements informatiques
- ▶ **Les entreprises du secteur de l'information et des communications se distinguent par le financement de projets visant à enrichir leur offre de produits ou services**, via l'acquisition de nouveaux logiciels ou d'équipements liés par exemple au Big Data, le recrutement ou la formation
- ▶ Plus globalement, **les entreprises soutenues présentaient une maturité plus forte que la moyenne des entreprises françaises sur les questions numériques**, en particulier en termes d'équipement (fonctionnalités du site Internet, robotisation). **Un quart des bénéficiaires n'avaient néanmoins mené aucune action pour intégrer le numérique dans leurs méthodes d'organisation et de travail**
- ▶ **Les projets soutenus ont pour la plupart consisté en des équipements cruciaux**, que ce soit pour optimiser les processus de l'entreprise, gagner en rapidité et en capacités de production ou d'innovation.
- ▶ Ces projets numériques ont été **d'autant plus structurants qu'ils ont été menés dans le cadre d'investissements plus larges** (acquisition immobilière, nouvelle chaîne de production...)
- ▶ De nombreux projets de PGI relèvent néanmoins davantage de l'adaptation que de la nouveauté, mais leur est néanmoins considéré comme structurant par les bénéficiaires
- ▶ **Les impacts des projets sur l'organisation numérique des entreprises apparaissent plus contrastés** : peu de projets ont été l'occasion de revoir l'organisation de la fonction Numérique au sein des entreprises, d'organiser des formations pour l'ensemble du personnel ou d'acquérir des compétences spécialisées

Effets des projets financés (suite)

- *Les investissements se sont-ils déjà traduits par des effets sur le développement économique des entreprises ?*

- ▶ Ne disposant que d'une année de recul, l'évaluation n'a pas permis à ce stade de mesurer les effets économiques des projets numériques financés.
- ▶ Néanmoins, les entretiens réalisés ont mis en évidence **des effets qualitatifs réels sur la capacité des entreprises à innover** (le projet s'inscrit souvent dans un projet de développement de nouveaux produits et services, numériques ou non) **ou à accéder aux marchés étrangers** (référencement rendu possible auprès de donneurs d'ordre internationaux)

Financement des projets numériques

- *Quel effet levier sur les financements privés ?*
- *Le succès du prêt traduit-il un effet d'aubaine ?*

- ▶ L'effet levier du prêt numérique et des financements publics mobilisés est a première vue significatif : **1 euro public mobilisé par l'Etat et Bpifrance a permis de lever 29 euros de fonds privés** contre 23 pour un dispositif comparable tel que le prêt vert du Programme d'Investissement d'Avenir
- ▶ **L'effectivité de cet effet levier reste néanmoins à confirmer, une grande partie des bénéficiaires interrogés ayant affirmé que leur plan de financement était bouclé avant même l'obtention du prêt numérique**
- ▶ **En bonne santé financière, les entreprises bénéficiaires du prêt numérique ont pour beaucoup affirmé ne pas avoir rencontré de difficultés à mobiliser d'autres sources de financement privé, pour financer leurs projets numériques**
- ▶ **Cette perception est particulièrement répandue pour les entreprises dont les projets numériques soutenus par Bpifrance s'inscrivaient dans des projets d'investissement plus larges, incluant d'importants volets matériels et immobiliers ou à forte valeur de gage**
- ▶ Pour ces bénéficiaires, le prêt numérique a néanmoins été bénéfique, puisqu'il a permis, grâce au financement supplémentaire reçu et à la diminution du coût des investissements induite par la bonification, de **valider leur lancement, d'accélérer leur rythme de réalisation et de revoir à la hausse le volume des projets**, notamment sur leurs composantes numériques

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION

La création du prêt numérique poursuivait trois objectifs complémentaires :

Objectif 1 – « En période de crise, soutenir les investissements des PME et ETI »

- ▶ Le prêt numérique, par sa souplesse et sa bonification, a eu un effet incitatif fort sur la réalisation effective et l'accélération d'investissements, dont le financement était certes acté pour beaucoup, mais l'opportunité moins assurée.

Objectif 2 – « Palier la défaillance de marché pour les projets numériques immatériels et/ou à faible valeur de gage »

- ▶ Pour un nombre significatif de bénéficiaires, les investissements soutenus se seraient réalisés sans l'obtention du prêt numérique, en particulier lorsque les projets numériques soutenus s'inscrivaient dans le cadre d'investissement matériels importants, à l'instar des projets de modernisation des chaînes de production ou outils de conception, dans le secteur de l'industrie, qui correspondant à la majorité des projets aidés.
- ▶ Plusieurs éléments appuient et illustrent ce constat : une situation financière et une solvabilité des bénéficiaires ex-ante assez favorable, des difficultés non récurrentes chez les bénéficiaires à financer via la dette leurs investissements, un plan de financement souvent bouclé avant l'octroi du prêt numérique, le fait que 2 projets sur 3 aient mobilisé de l'endettement privé sans faire appel à leurs fonds propres et qu'un quart des bénéficiaires aient financé leur investissement à plus de 70% par de l'endettement (notamment parmi les plus grands établissements)
- ▶ Ces constats invitent à réinterroger le spectre très large des cibles du prêt numérique, et les critères de sélection très génériques. En particulier, le financement des projets de robotique (machines-outils) incluant généralement une dimension matérielle, ne répond pas à ce deuxième objectif, tout en répondant aux deux autres.

Objectif 3 – « Contribuer à accélérer la transformation numérique de l'économie »

- ▶ Les équipements et logiciels acquis grâce au prêt numérique ont certes un effet structurant, en contribuant à rattraper le retard technologique des entreprises bénéficiaires, mais les projets ont rarement été l'occasion de redessiner en profondeur l'intégration du numérique dans les organisations

2.1 Rappel des objectifs de l'évaluation

Réaliser une évaluation à mi-parcours du dispositif « Prêts numériques » afin d'en mesurer l'efficacité, et les premiers effets sur l'intégration du numérique et le développement des entreprises

Caractériser les bénéficiaires et les types de projets soutenus

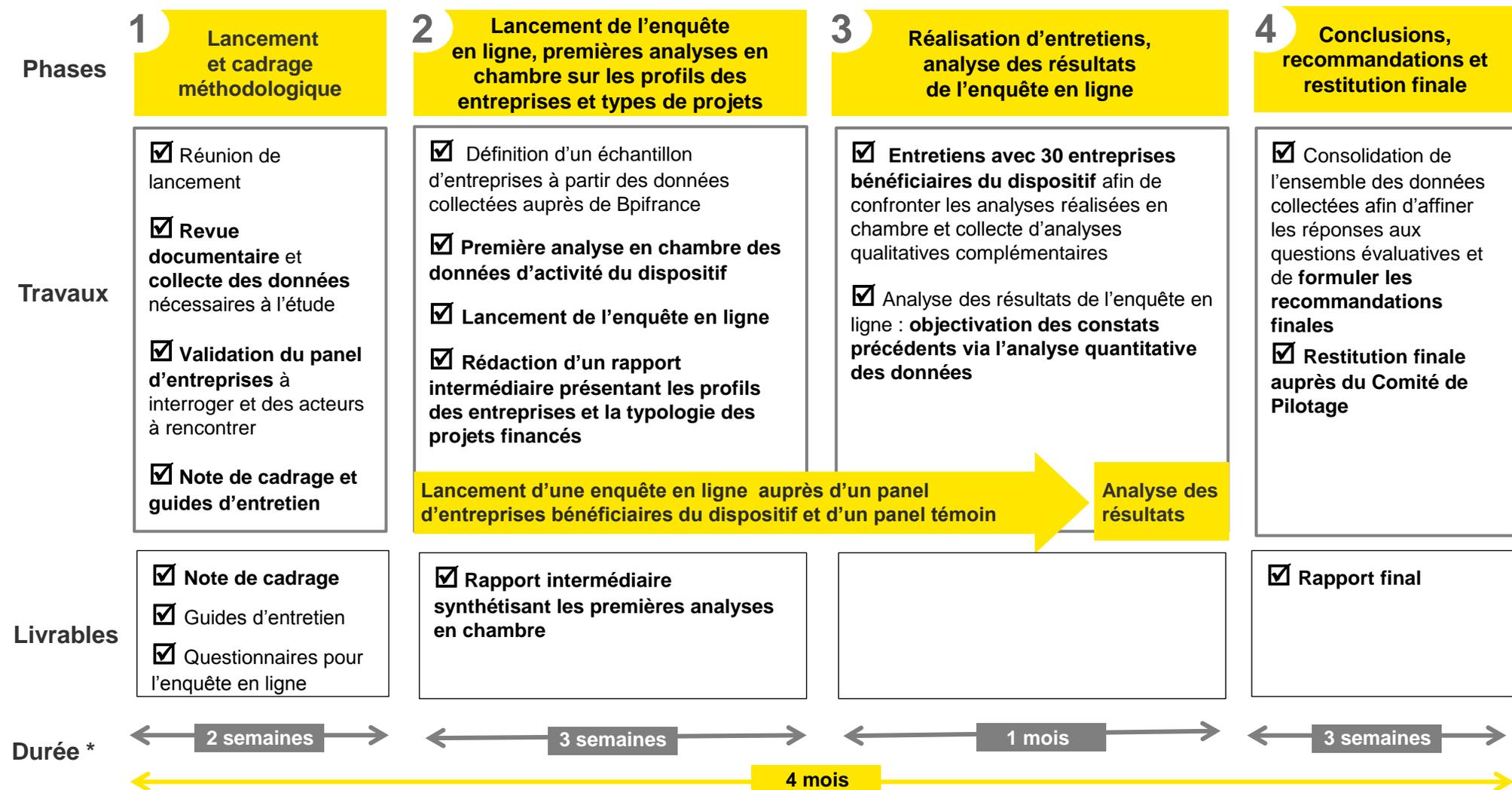
- ▶ **Quels sont les différents profils ex-ante des entreprises bénéficiaires ?**
 - ▶ **Profil économique** des emprunteurs : taille, secteurs d'activité, répartition géographique
 - ▶ **Structure financière** : poids du projet dans le bilan
 - ▶ Positionnement en termes de **niveau d'intégration du numérique** dans leur activité
- ▶ **Quels sont les types de projets et des effets recherchés ?**
 - ▶ **Fonctions visées et impacts recherchés**
 - ▶ **Technologies mobilisées**

Mesurer l'efficacité du dispositif sur les projets

- ▶ **Quel est effet levier sur les financements privés ?**
- ▶ **Le succès du dispositif traduit-il un effet d'aubaine ?**
 - ▶ **Caractère incitatif du prêt** : les projets se seraient-ils réalisés sans l'aide de Bpifrance ?

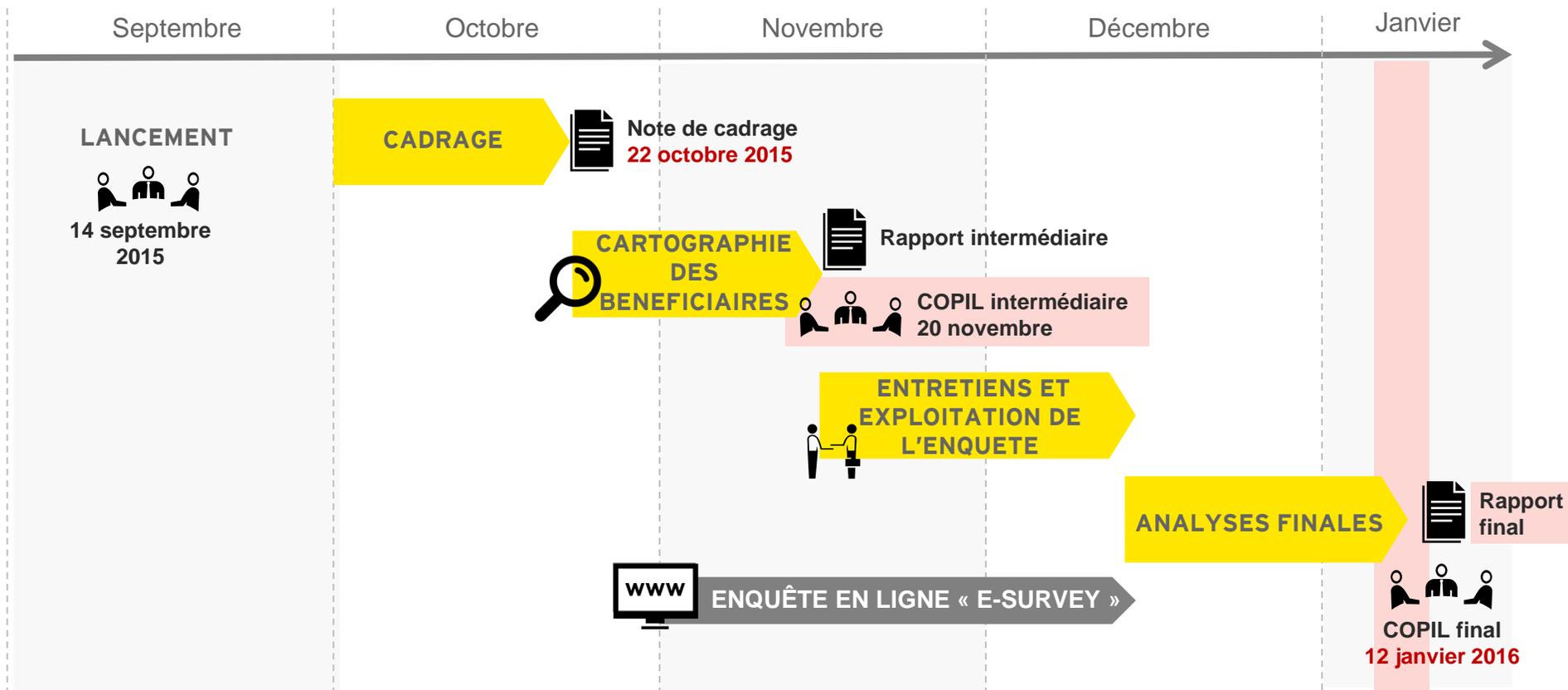
Apprécier les premiers effets sur les entreprises

- ▶ **Les investissements se sont-ils déjà traduits par des effets sur :**
 - ▶ **Le développement des entreprises** : produits, CA, emplois, parts de marché ?
 - ▶ **La capacité des entreprises à intégrer le numérique ?**

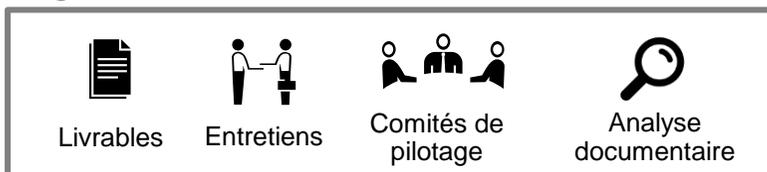


* Calendrier indicatif, soumis à la disponibilité des données collectées et des acteurs rencontrés

2.3 Rappel du calendrier



Légende



Détail des étapes

A Exploitation des données Bpifrance sur les bénéficiaires

- ▶ Tableau Bpifrance recensant, pour chacun des 370 bénéficiaires : caractéristiques de l'entreprise, des projets, données financières, plan de financement
- ▶ Date : 02.10.2015

B Enquête auprès des 370 bénéficiaires

- ▶ **115 répondants** (objectif initial = 100) parmi les bénéficiaires du prêt numérique, représentatifs des 370 bénéficiaires
- ▶ Enquête en ligne administrée entre le 27.11 et le 9.12.2015, ayant fait l'objet de 3 relances et d'une extension de la durée de l'administration (report de la date de clôture)

C Enquête terrain auprès de 16 entreprises

- ▶ **16 rendez-vous réalisés** avec des entreprises issues de secteurs d'activités variés, et représentatives des bénéficiaires en termes de projets soutenus et comportements de financement

Limites méthodologiques

- ▶ Impossibilité de dissocier, au sein des investissements des entreprises, ce qui relève effectivement des projets numériques constituant l'assiette du prêt numérique. Pour plus de la moitié des entreprises, le projet numérique fait partie d'un autre projet plus global
- ▶ Correction des données financières incohérentes et exclusion de 66 entreprises de l'analyse sur les plans de financement et l'effet levier
- ▶ Correction des données manquantes : données historiques sur la situation financière des bénéficiaires et les montants octroyés par technologies financées

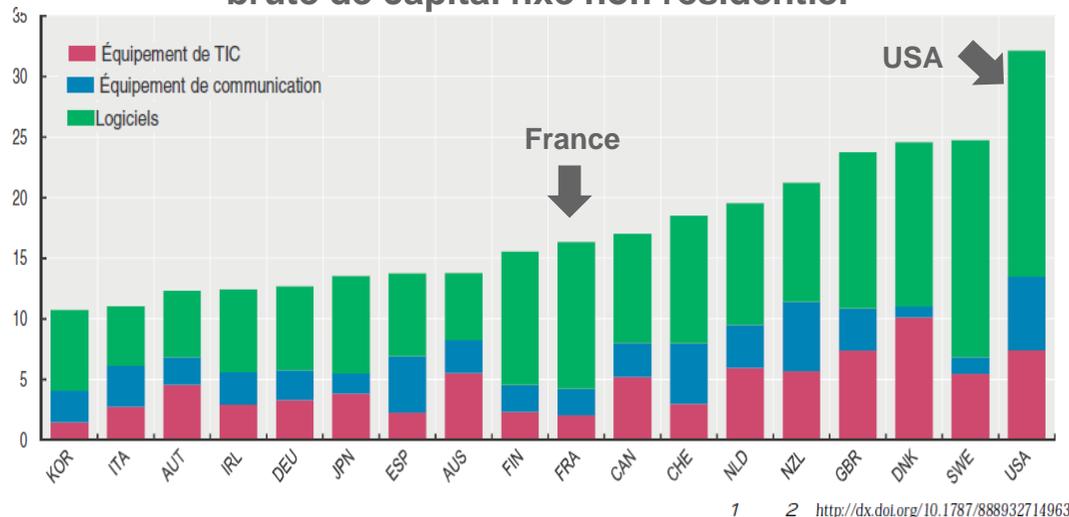
- ▶ L'intégralité du questionnaire a été renseignée par la moitié des répondants
- ▶ Les questions relatives à la maturité numérique sont les plus faiblement renseignées
- ▶ Le panel des répondants qui ont renseigné le questionnaire dans son intégralité est représentatif des grands équilibres de la population des bénéficiaires en termes de taille, de projets et de secteurs d'activités, hormis une légère surreprésentation de l'industrie

- ▶ Nombre relativement faible des entretiens, faute de mobilisation des interlocuteurs
- ▶ Utilisation des informations recueillies en guise d'illustrations et/ou croisées avec d'autres données de l'enquête en ligne et des bases Bpifrance

Les grands constats en 2013

- ▶ Les outils numériques bouleversent le monde de l'entreprise mais les entreprises françaises, et notamment les PME, peinent à saisir les nombreuses opportunités qui en résultent. PME et ETI constituent néanmoins une source principale de croissance, d'emploi et de revenu pour l'Union européenne
- ▶ La France présente un taux d'investissement dans les TIC relativement faible : 16% contre 31% aux Etats-Unis, la positionnant parmi les 3 pays les moins bien classés en ce qui concerne le taux d'équipement informatique des entreprises

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel



Source : OCDE, « *Les investissements dans les TIC* », in Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Economie, environnement et société, 2013. Données en pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale, 2010 u dernière année disponible.

Elaboration du prêt numérique et inscription dans le Programme d'Investissements d'Avenir piloté par le Commissariat Général à l'Investissement

Quelques définitions

- ▶ **Nota :** Les TIC comportent trois éléments : le matériel informatique ou équipements de TIC (ordinateurs et matériel connexe), les équipements de communication et logiciels.
- ▶ Les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les machines-outils sont exclus de l'analyse de l'OCDE de 2013

Les objectifs stratégiques du prêt numérique

Palier les difficultés de financement des investissements numériques et rattraper le retard pris en la matière par les PME et ETI françaises

En période de crise économique, soutenir l'investissement des PME et ETI engagés dans des projets structurants de recours aux solutions numériques ou d'intégration des technologies numériques dans leurs produits

Accompagner la mise en œuvre d'autres priorités de politique publique nationale et régionale telles que la conversion numérique ou énergétique des entreprises, l'export, la robotique, l'économie sociale et solidaire...

Effets attendus sur les entreprises

- ▶ **Alléger le poids du remboursement du prêt durant la période de montée en puissance du projet**
- ▶ **Disposer d'une ressource patiente pour financer la partie du projet habituellement non couverte par les banques** (investissements immatériels ou corporels à faible valeur de gage ou pour financer l'augmentation du BFR habituellement financée à court terme)
- ▶ **Permettre la réalisation d'investissements jugés trop risqués par les acteurs bancaires**
- ▶ **Accélérer et amplifier les investissements numériques des entreprises**
- ▶ **Avoir un impact durable sur la maturité numérique des entreprises et accélérer la diffusion des TIC**
- ▶ **Renforcer les capacités d'innovation, la productivité et *in fine* la compétitivité des entreprises**



Les modalités d'octroi du prêt

- ▶ Prêt bonifié à hauteur de 200 points de base, d'un montant compris entre 200.000 et 3 millions d'euros
- ▶ Dans la limite des fonds propres et quasi-fonds propres de l'entreprise
- ▶ D'une durée de 7 ans, dont 24 mois de différé d'amortissement en capital
- ▶ Sans garantie sur les actifs de l'entreprise ni sur le patrimoine du dirigeant
- ▶ Associé systématiquement à un prêt d'accompagnement et/ou un apport en fonds propres/quasi fonds propres au moins du même montant
- ▶ Taux variable indexé sur la solvabilité de l'entreprise

Les critères d'éligibilité

Tailles d'entreprises

- ▶ PME et ETI (jusqu'à 5000 salariés et 1,5 milliard de chiffre d'affaires), indépendantes, de plus de 3 ans
- ▶ Possibilité d'appartenance à un groupe de moins de 5000 salariés

Secteurs d'activités

- ▶ Tous secteurs à l'exclusion des catégories suivantes : Promotion immobilière, Intermédiation monétaire, Fonds de placement et entités financières similaires, Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, Activités des marchands de biens immobiliers, Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués
- ▶ Financement possible de PME du secteur numérique développant des produits numériques innovants

Situation juridique et financière

- ▶ Sociétés commerciales à jour des versements fiscaux et sociaux, et hors procédures CODEFI
- ▶ Ne sont pas éligibles les SCI et sociétés en nom personnel
- ▶ Entreprises financièrement saines, avec une solvabilité minimum de niveau 5 (faible) en Cotation Banque de France

Typologies de projets

Critère transversal d'intégration d'une technologie nouvelle : Intégration d'outils numériques dans les processus ou de technologies numériques dans les produits

- ▶ **Financement du BFR**
- ▶ **Investissements immatériels** : achat de logiciels, de progiciels, bases de données, d'outils de fouille de données (data mining), mise en place d'un nouveau process, création de site web, ainsi que les prestations qui sont liées à l'étude, l'installation et le déploiement de ces investissements (étude de faisabilité, audit, conseil, paramétrage, formation du personnel, etc.)
- ▶ **Investissements matériels à faible valeur de gage** : serveurs, baies, "firewall", systèmes d'interconnexion (routeur, concentrateur, passerelle, pont ...), matériel de télécommunication innovant, numérisation et automatisation des outils de production

Un succès quasi-immédiat du prêt avec 370 entreprises bénéficiaires et la moitié des 301 M€ octroyée en moins de 6 mois

370 entreprises ont bénéficié d'un total de 301 millions d'euros de prêts numériques pour financer 4,3 milliards d'euros d'investissement

74% des montants ont été octroyés à la fin septembre 2014 pour 70% des investissements

Montant des prêts numériques octroyés

301 M€

Montant médian : 500 K€
 Montant minimal octroyé : 200 K€
 Montant maximal octroyé : 3 M€

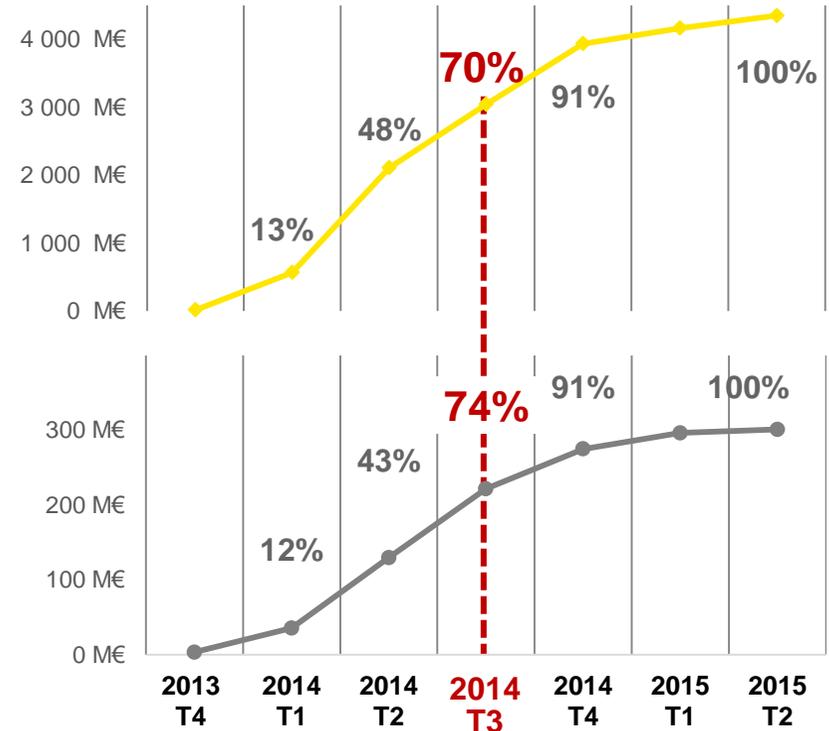
Montant des investissements financés

4,3 Mds €

Montant médian : 3,1 M€
 Montant minimal : 200 K€
 Montant maximal : 737 M€

Nota : En l'absence de données disponibles plus précises sur le montant des projets strictement numériques financés, le montant des investissements ici considérés correspond à l'ensemble des projets d'investissements soutenus, dont le volet numérique n'en constitue qu'une composante

Evolution des prêts numériques octroyés et des investissements soutenus

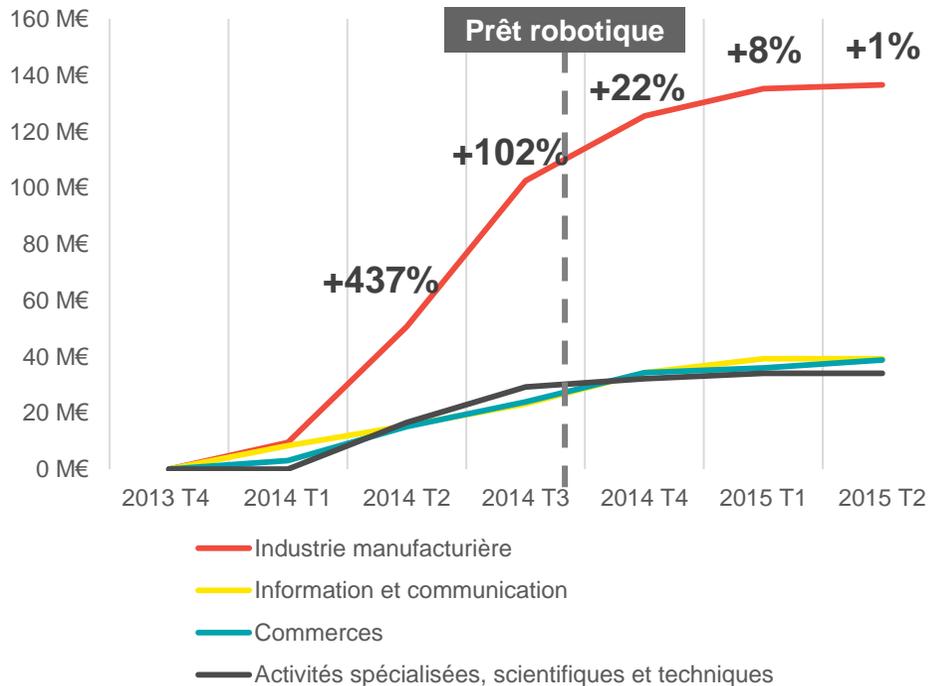


Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

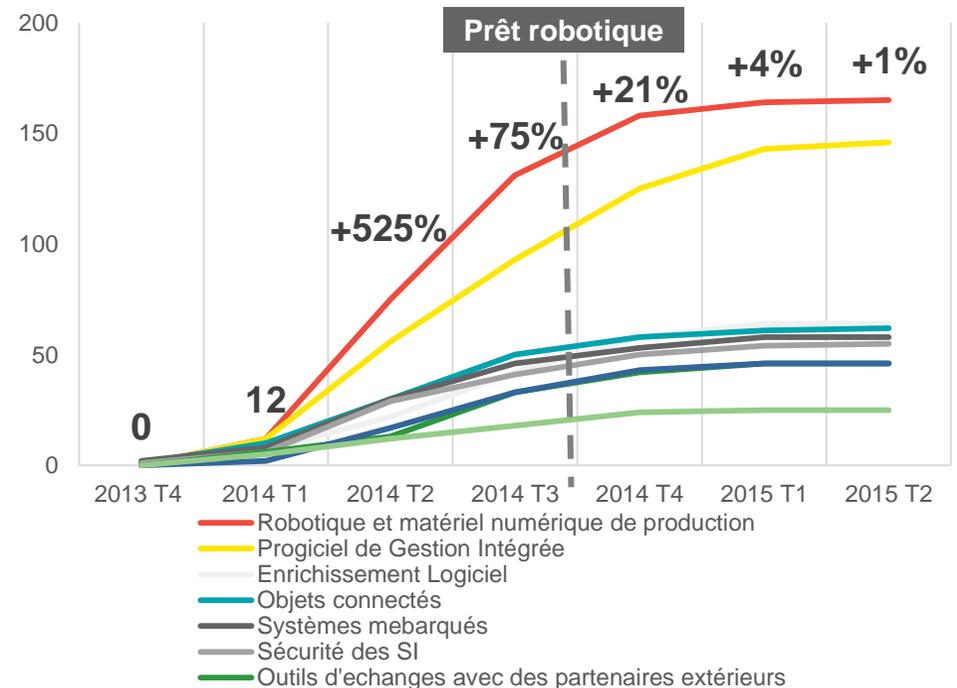
Une attribution rapide des prêts tirée par le secteur industriel et les projets robotiques, qui ralentit après l'apparition du prêt dédié, sans donner lieu à des reports marqués sur d'autres secteurs

Le nombre de conventions signées avec des entreprises industrielles a explosé jusqu'au 3^{ème} trimestre 2014. Ces conventions portaient plus particulièrement sur des technologies de type robotique ou outils numériques de production. A partir de cette date, qui correspond à la signature de la convention Etat-Bpifrance sur les prêts robotiques (21/09/2014), le nombre d'entreprises industrielles a cru de manière moins forte, mais de manière toujours plus significative que les autres secteurs d'activités, qui ne semblent pas avoir bénéficié d'un quelconque report après cette date.

Répartition des montants octroyés en fonction du secteur d'activité de l'entreprise et de la date de la signature de la convention (en cumulé)



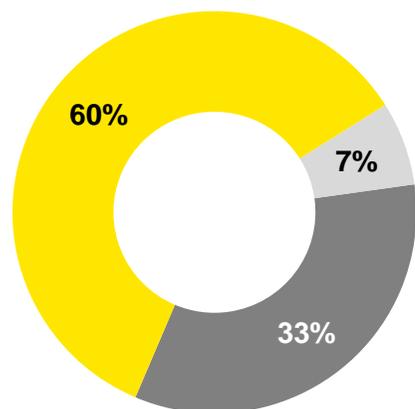
Répartition des projets financés en fonction des technologies mobilisées et de la date de la signature de la convention (en cumulé)



Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

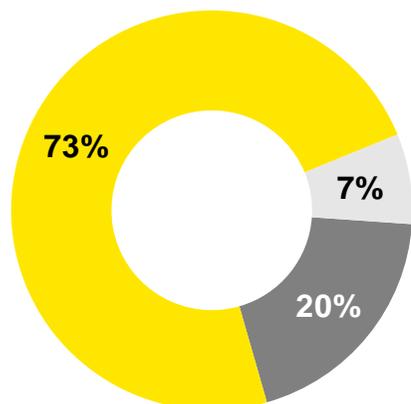
Répartition par taille des entreprises

Montants des prêts numériques



■ ETI
■ PME
■ TPE

Nombre de projets soutenus



271 PME (60% des financements, 73% des projets)

72 ETI (33% des financements, 20% des projets)

27 TPE (7% des financements et des projets)

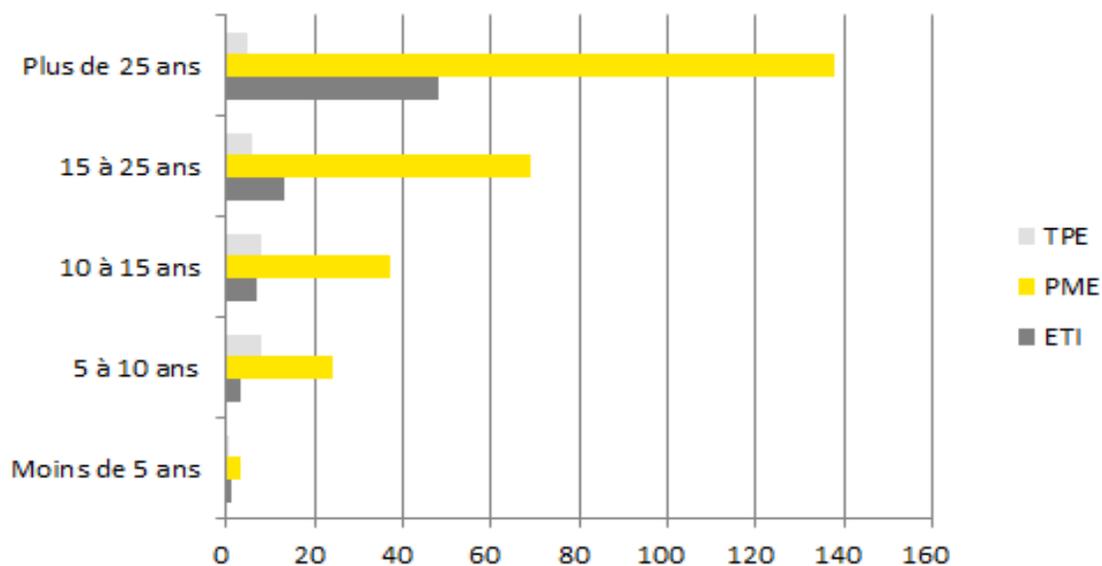
52% créées avant 1990

24% créées dans les années 1990

23% créées dans les années 2000

1% créées après 2010

Répartition des projets par taille et âge des entreprises

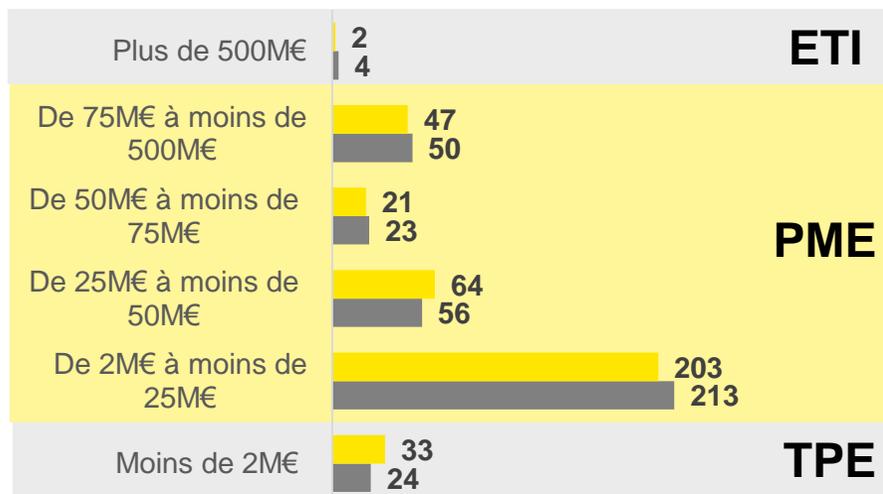


Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

Près de 40% des entreprises ont un chiffre d'affaires et un bilan compris entre 5 et 25 M€

Répartition des entreprises bénéficiaires selon leur chiffre d'affaires et leur bilan lors de l'octroi du prêt

■ Bilan ■ Chiffre d'affaires



Une prépondérance de PME plus développées que la moyenne française

Comparaison de la taille des effectifs et du chiffre d'affaires des entreprises bénéficiaires avec les moyennes nationales

	Effectifs		Chiffre d'affaires	
	Moyenne bénéficiaires	Moyenne France	Moyenne bénéficiaires	Moyenne France
TPE	4	1	1,4 M€	0,2 M€
PME	75	30	18,5 M€	5,8 M€
ETI	530	686	142,1 M€	217 M€
Ensemble	158	53	41,3 M€	0,8 M€

- Seule une entreprise dispose d'un bilan supérieur à 1 Md€
- Seule une entreprise dispose d'un CA supérieur à 1 Md€

A l'opposé :

- 33 entreprises ont un CA inférieur à 2 M€
- 24 entreprises ont un bilan inférieur à 2 M€

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

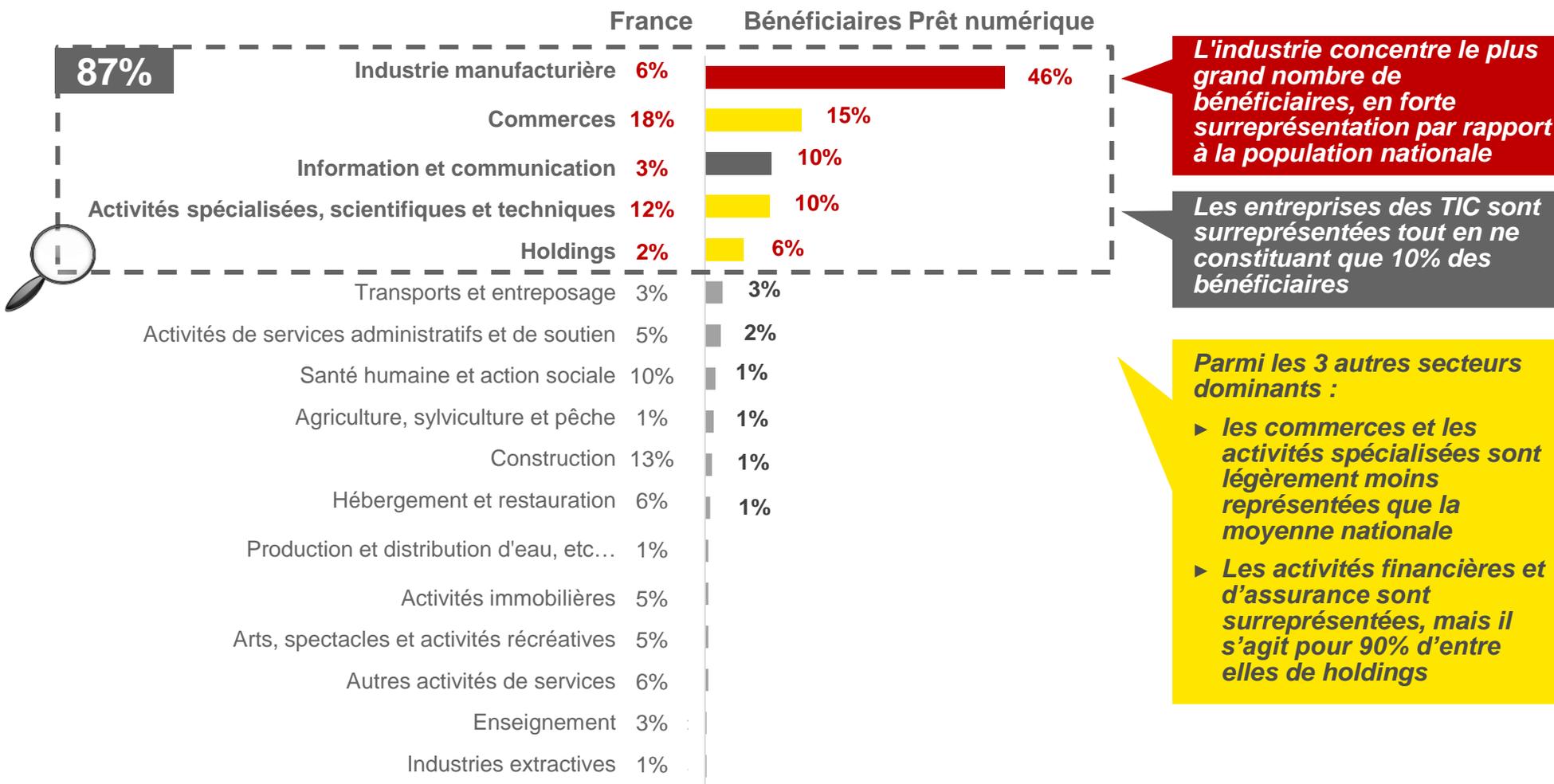
Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

Bpifrance – Rapport final

Page 23

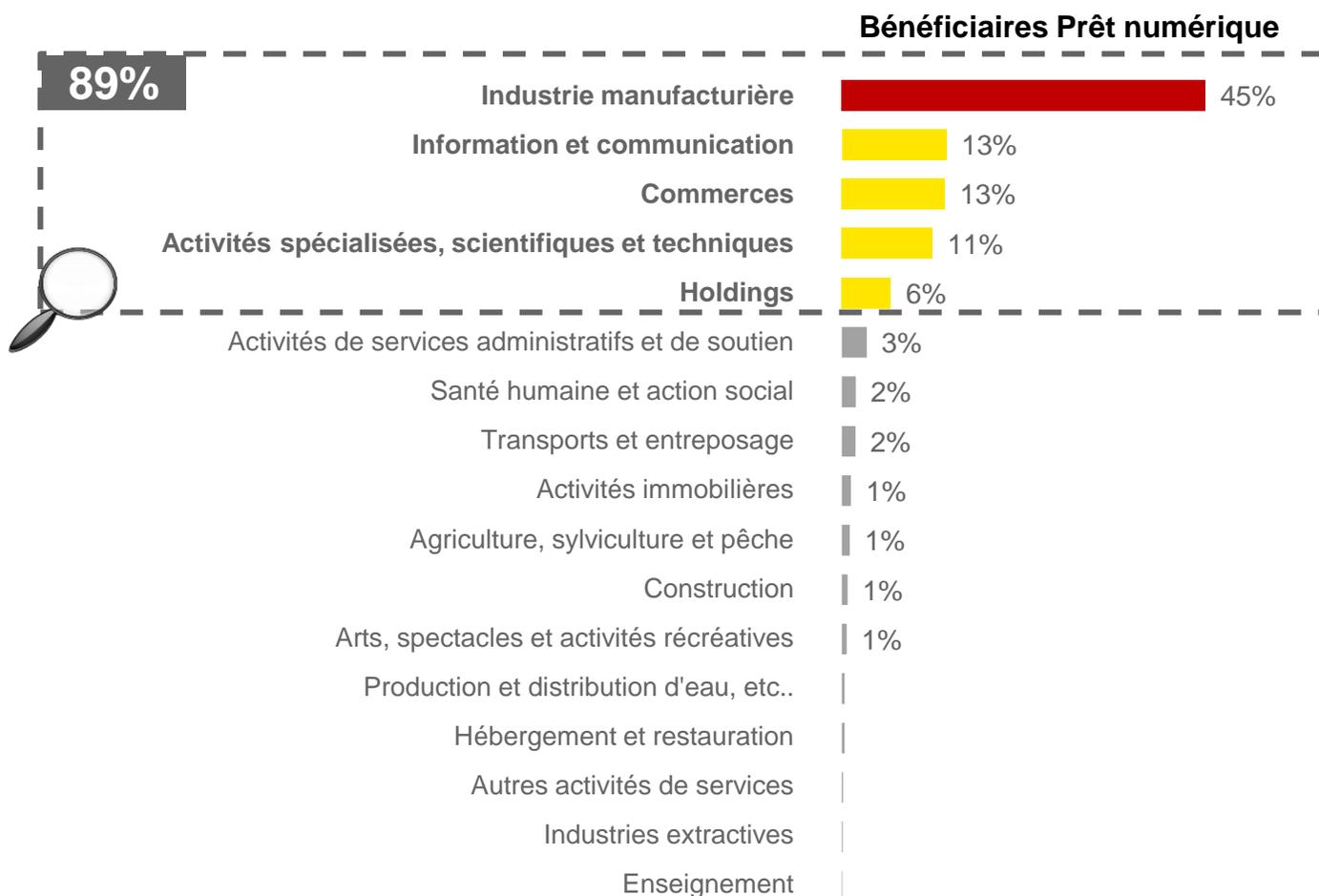
5 secteurs concentrent près de 90 % des entreprises bénéficiaires avec une surreprésentation des entreprises industrielles

Analyse des secteurs d'activités des entreprises bénéficiaires (en nombre d'entreprises – Secteurs NAF 1)



Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

Analyse des secteurs d'activités des entreprises bénéficiaires (en montants octroyés – Secteurs NAF 1)



Prêt moyen	Prêt médian	Crédits octroyés
800 k€ (+)	500 k€ (=)	137 M€
1 M€ (++)	750 k€ (+)	39 M€
700 k€ (-)	430 k€ (-)	39 M€
900 k€ (+)	550 k€ (+)	34 M€
800 k€ (=)	600 k€ (+)	18 M€

A ce niveau de lecture, on n'observe pas de corrélation entre le secteur d'activité et la taille moyenne ou médiane des montants alloués

Notamment, les montants prêtés ne sont pas plus élevés pour les entreprises industrielles que pour les entreprises issues des TIC

Des activités en cohérence globale avec l'objectif de financement de l'économie réelle du prêt numérique

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires



ZOOM – Analyse des sous-secteurs « Industrie manufacturière » (en nombre d'entreprises – Secteurs NAF 2)



Fabrication de produits métalliques, à l'exception de machines

- ▶ 13% des bénéficiaires (pour 0,5% à l'échelle nationale)
- ▶ 11% des montants alloués

Industrie alimentaire

- ▶ 6,2% des bénéficiaires (pour 1,4% à l'échelle nationale)
- ▶ 7,4% des montants alloués

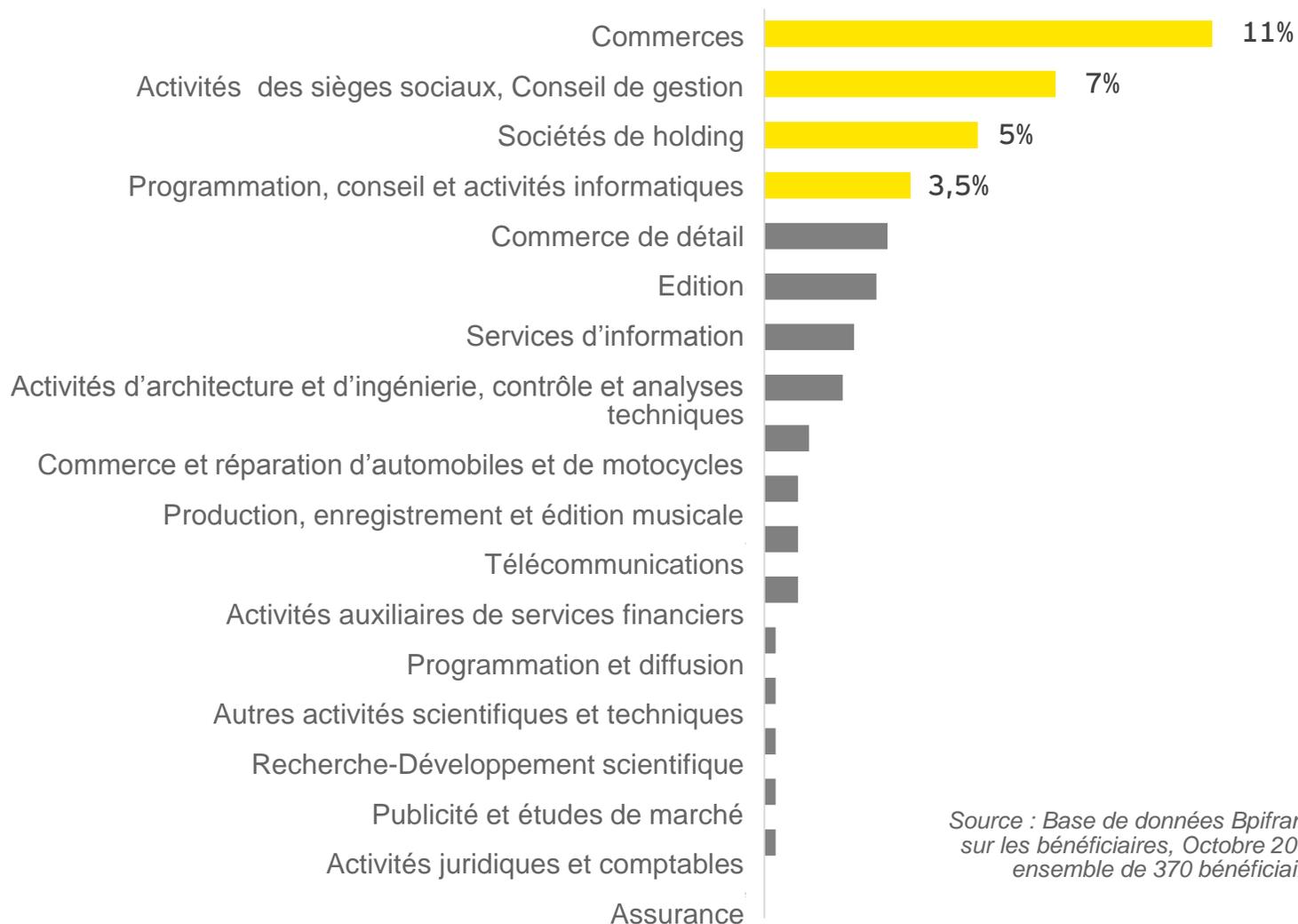
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique

- ▶ 4,3% des bénéficiaires (pour 0,1% à l'échelle nationale)
- ▶ 3,6% des montants alloués

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires



ZOOM - Analyse des sous-secteurs Information et communication, Commerces, Activités spécialisés et Activités financières (en nombre d'entreprises – Secteurs NAF 2)



Commerces

- ▶ 11% des bénéficiaires (4% à l'échelle nationale) pour 9% des montants alloués

Sièges sociaux; conseil de gestion

- ▶ 7% des bénéficiaires (5% à l'échelle nationale) pour 9% des montants alloués

Sociétés de holding

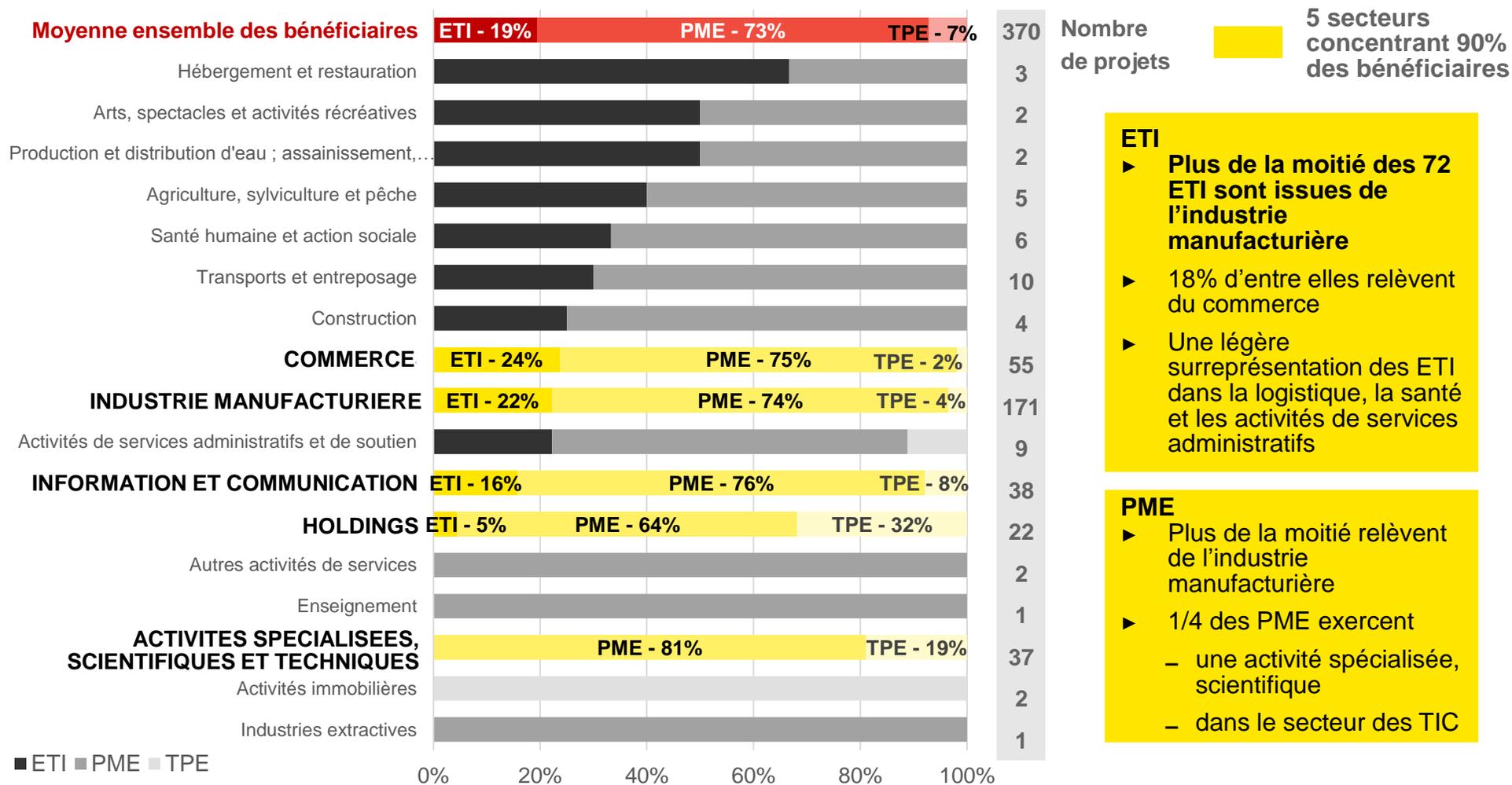
- ▶ 5% des bénéficiaires (0,28% à l'échelle nationale) pour 6% des montants alloués

Programmation, conseil et activités informatiques

- ▶ 3,5% des bénéficiaires (2% à l'échelle nationale) pour 5% des montants alloués

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

Taille d'entreprises selon les NAF (en nombre d'entreprises - Décomposition NAF 2)



Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires

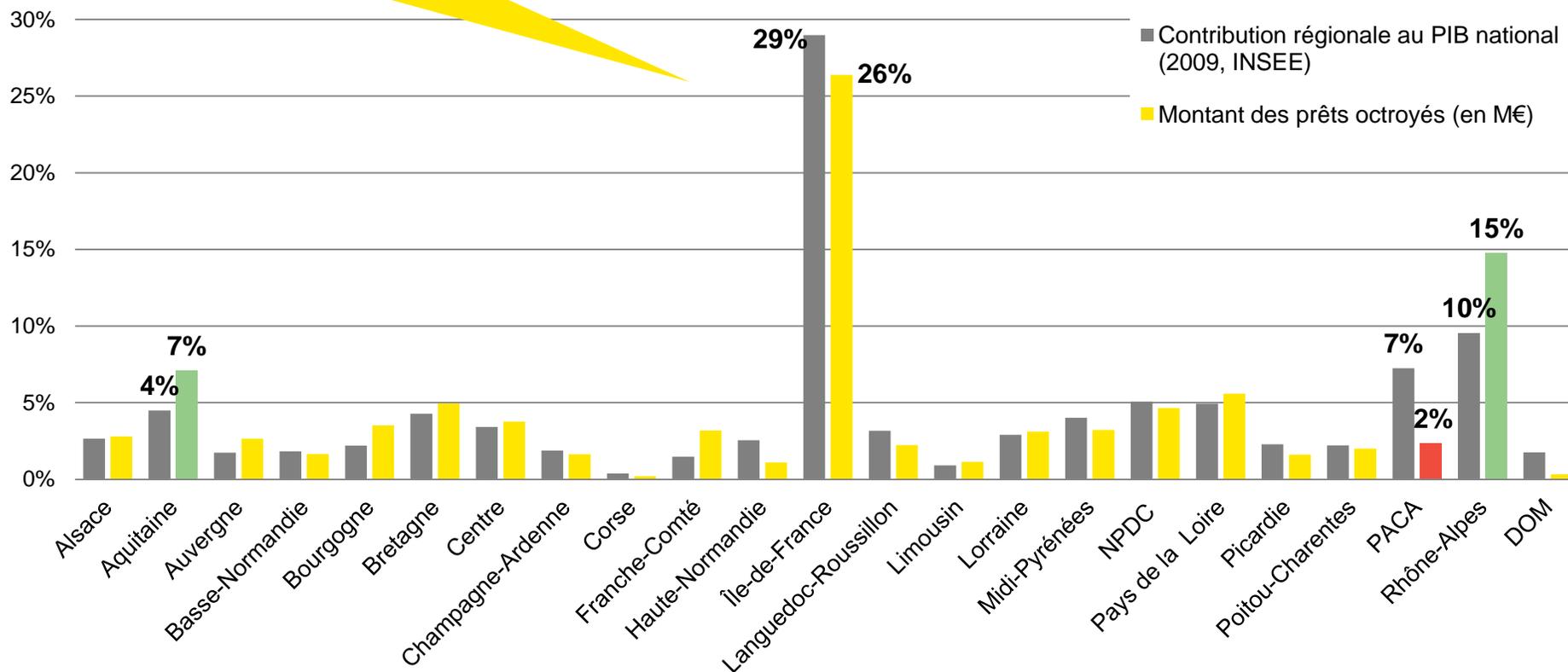
Une répartition géographique des prêts numériques conformes au tissu économique national

Comparaison entre les montants octroyés par région et la contribution régionale au PIB national

L'Île-de-France concentre à elle-seule le quart des crédits octroyés

Rhône-Alpes et Aquitaine (■) paraissent sur-représentées, en cohérence toutefois avec l'activité globale de Bpifrance *

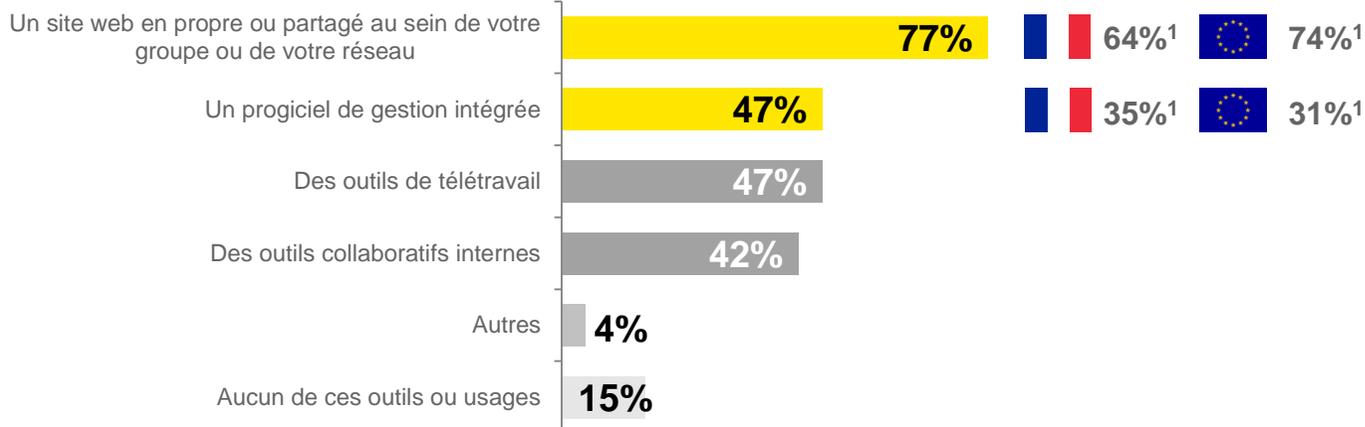
PACA (■) en revanche apparaît sous-représentée



Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015, ensemble de 370 bénéficiaires. * Source : Bpifrance

Si les bénéficiaires se distinguent avant l'obtention du prêt numérique par un taux d'équipement numérique élevé, leur maturité organisationnelle reste dans la moyenne des entreprises françaises

OUTILS - Avant la mise en œuvre du projet, votre entreprise avait-elle mis en place les outils suivants ?

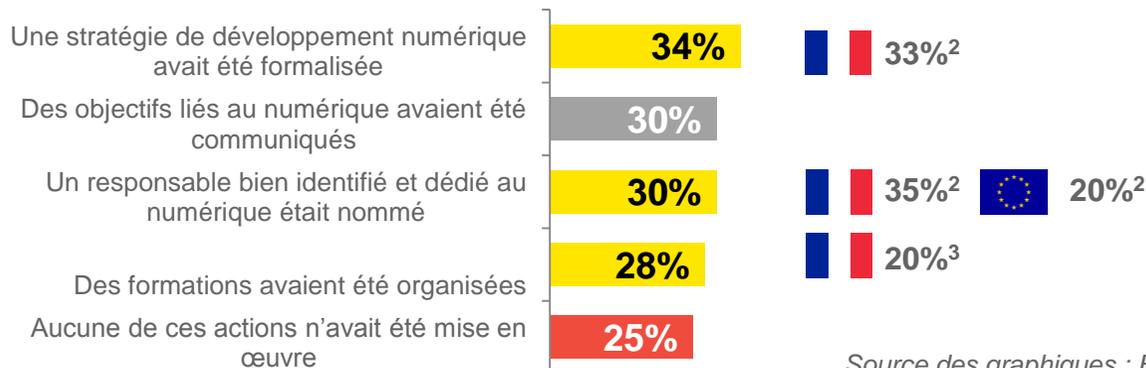


Des répondants bien mieux équipés en site Web et Progiciel de Gestion Intégré que la moyenne des entreprises françaises et européennes

Zoom

Avec un taux de 265 robots pour 10.000 employés, les bénéficiaires disposent d'un taux d'équipement plus de 3 fois supérieur à la moyenne française (4)

ORGANISATION - Avant la mise en œuvre du projet, votre société avait-elle mis en place les actions suivantes ?



Une maturité organisationnelle dans la moyenne des entreprises française

Un quart des répondants n'avaient mis en place aucune stratégie, formation ou investi en compétence dans le domaine du numérique

Source des graphiques : Enquête EY auprès des bénéficiaires, décembre 2015 (1) Source FR et UE28 : « Chiffres clés du numérique 2015 », DGE (2) Source : Etude sur la maturité numérique des entreprises françaises, Roland Berger, Sept. 2014 (3) Insee 2013 (4) taux de robotisation moyen en France = 84, Roland Berger, 2014



Niveaux de développement

Taux observés parmi les répondants à l'enquête EY auprès des bénéficiaires

Basiques	Site vitrine Catalogue en ligne Espace recrutement
Avancés	Média sociaux Site de e-commerce Suivi des commandes
Précurseurs	Espace Client personnalisé Espace Fournisseurs

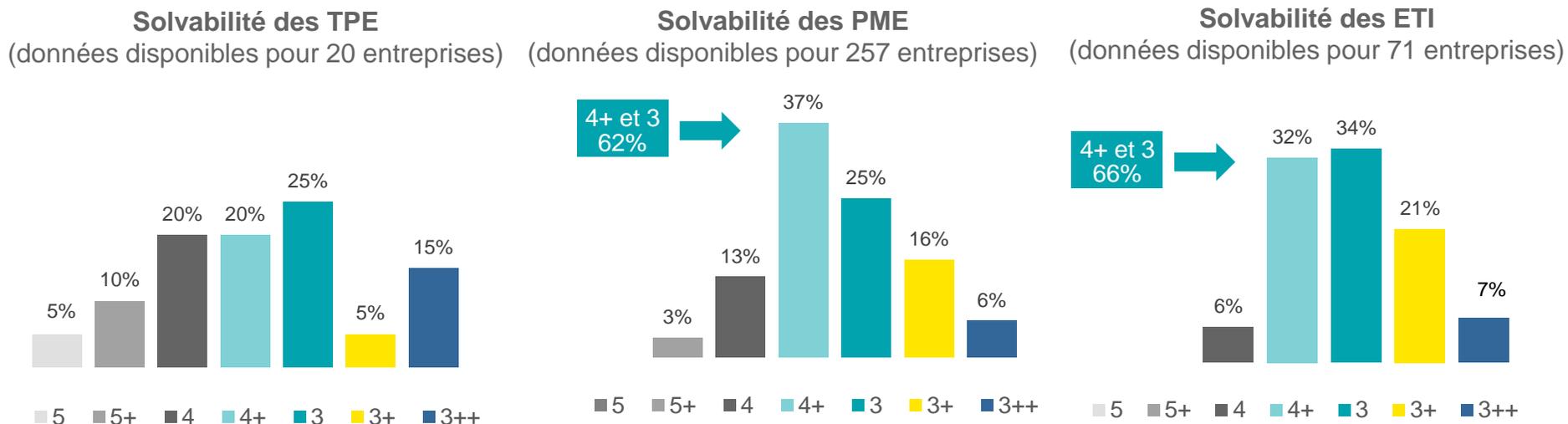
- **72%** des sites internet des bénéficiaires disposaient d'un **catalogue en ligne**
- **33%** des sites internet des bénéficiaires disposaient d'un **espace de recrutement**
- **25%** des sites internet des bénéficiaires disposaient d'un **panier virtuel** et d'un système de commandes ou de réservation en ligne
- **11%** des sites internet permettaient également le **suivi de la commande** par le client
- **17%** des sites internet disposaient de liens de référencement de l'entreprises dans les **médias sociaux**
- **14%** des sites internet des bénéficiaires disposaient d'un **espace client** personnalisé
- **8%** des sites internet permettaient aux visiteurs de **personnaliser ou de concevoir des biens ou services en ligne**

Une majorité de répondants disposaient d'ores-et-déjà d'un catalogue en ligne, mais un quart seulement qui avait passé le cap de l'e-commerce

Quelques entreprises avaient déjà mis en place des fonctionnalités très avancées

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

Conformément à la politique d'engagement de Bpifrance, les bénéficiaires présentaient des niveaux de solvabilité relativement bons, mais situés dans la fourchette haute des seuils de solvabilité



Des niveaux de solvabilité analogues entre PME et ETI avec 63 % des entreprises 4+ ou 3 (resp. capacités assez forte et forte) et 17% des entreprises notées 3+ (très forte capacité)

	5	5+	4	4+	3	3+	3++	Total
ETI + PME	0%	2%	11%	36%	27%	17%	6%	100%
TPE	5%	10%	20%	20%	25%	5%	15%	100%
Total	0%	3%	12%	35%	27%	16%	7%	100%

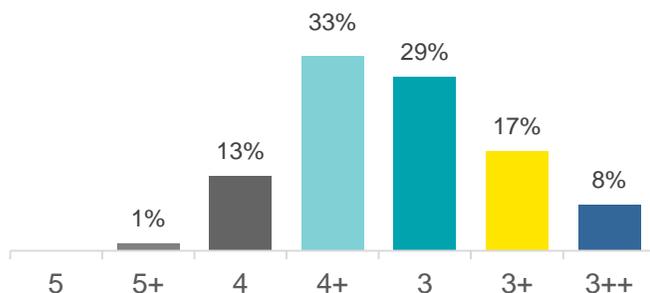
Des niveaux de solvabilité plutôt élevés, qui interrogent dans une certaine mesure l'objectif de financement de projets trop risqués pour des banques privées

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015. Solvabilité : Cotation de la banque de France évaluant la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans, sur une échelle de 3++ (excellente capacité) à 9 (capacité compromise) Données disponibles pour 348 entreprises

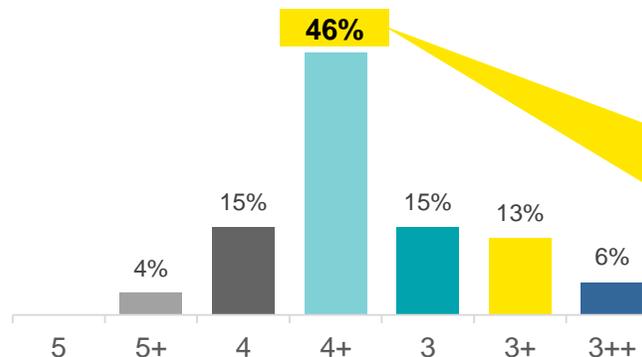
Les solvabilités sont les moins élevées, même si toujours très bonnes, parmi les bénéficiaires des secteurs des TIC et du commerce, qui mettaient en œuvre les projets d'investissement les plus immatériels



Solvabilité des entreprises de l'industrie manufacturière (données disponibles pour 168 entreprises)



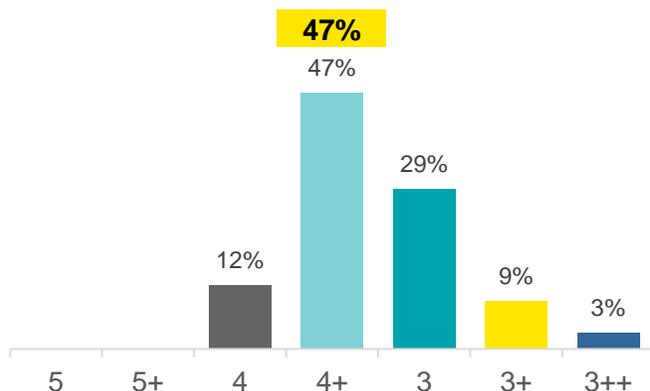
Solvabilité des entreprises commerciales (données disponibles pour 52 entreprises)



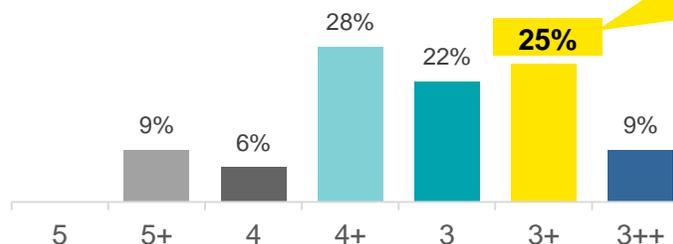
Des niveaux de solvabilité au sein des secteurs les plus représentés parmi les bénéficiaires en cohérence avec la tendance globale

Une solvabilité moindre, même si toujours élevée (4+), parmi les entreprises commerciales et les entreprises TIC (respectivement 46% et 47% contre 36% en moyenne)

Solvabilité des entreprises du secteur TIC (données disponibles pour 34 entreprises)



Solvabilité des activités spécialisées, scientifiques et techniques (données disponibles pour 32 entreprises)



Une solvabilité des entreprises relevant des activités spécialisées, scientifiques et techniques plus forte (25% de 3+ contre 16% en moyenne)

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015



Qui sont-elles ? (*)

- ▶ Une plus forte proportion d'ETI (24% contre 19% en moyenne parmi les bénéficiaires)
- ▶ Une plus forte proportion des entreprises de l'industrie manufacturière
- ▶ Un large spectre des projets soutenus par le prêt numérique, même si les outils de simulation numérique sont légèrement surreprésentés par rapport à la moyenne des bénéficiaires (19 projets sur 143 au sein des entreprises les plus solvables)

- 66 entreprises concernées (à minima)
- 18% des bénéficiaires (*)
- 32% des montants octroyés (**)

Comment ont-elles financé leur projet ? (**)

- ▶ Les entreprises les plus solvables ont logiquement réalisé les investissements les plus élevés : leur montant moyen (10M€) est 1,3 fois supérieur à la moyenne des bénéficiaires. L'écart-type reste néanmoins élevé (11M€, 2 projets de plus de 50 M€) mais la médiane est également supérieure (5,7 M€ contre 3,5 M€ pour l'ensemble de la population)
- ▶ Pour financer leurs projets, elles ont mobilisé la dette et le prêt numérique à la même hauteur que la moyenne des bénéficiaires (respectivement à hauteur de 62% et 11%).
- ▶ En revanche, elles recourent davantage aux apports et autofinancements, qui représentent une part de l'investissement supérieure (21% contre 17%) ...
- ▶ ... en particulier l'autofinancement (18% de l'investissement contre 9% en moyenne), qui s'explique par une part plus grande d'entreprises mobilisant cette contrepartie (48% vs 32%) et un ticket moyen de 70% supérieur à la moyenne de la population de comparaison

La très forte solvabilité de ces entreprises (plus matures, plus industrielles, moins numériques) se traduit par un recours plus important à l'autofinancement pour financer leurs investissements, au sein desquels la composante numérique reste plus faible en comparaison

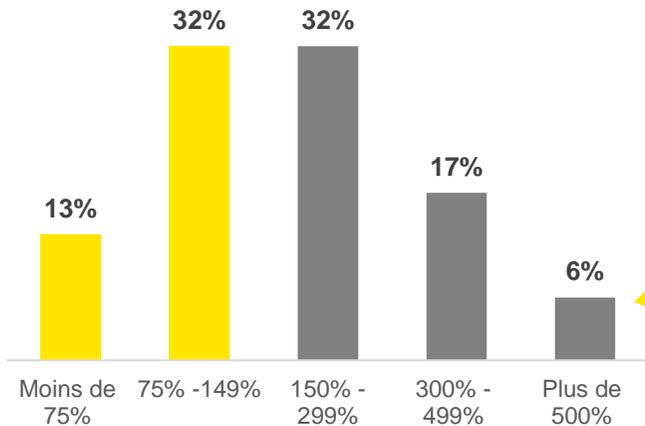
La part du prêt numérique dans l'investissement n'est pas inférieure à la moyenne globale et à celles d'entreprises plus fragiles.

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015 (*) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires. (**) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires déduits des 66 entreprises exclues des calculs (plans de financement non fiables, montants totaux des investissements supérieurs à 100 M€) [Base 304].

Nota : Montants moyens des investissements ne couvrant pas seulement des projets de nature numérique

Les taux d'endettement ex-ante soulignent une situation des bénéficiaires contrastée, les PME restant dans une meilleure situation que les ETI

Taux d'endettement des ETI
(données disponibles pour 47 sur 74)

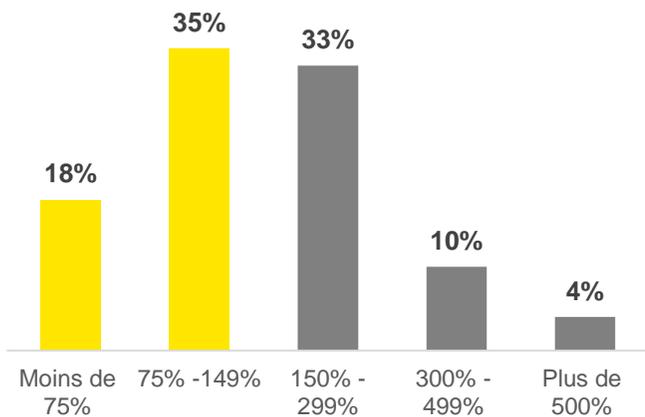


La moitié des entreprises (45% des ETI et 53% des PME) ont un taux d'endettement inférieur à 150%

Taux d'endettement = Dette / Capitaux propres
Autonomie financière = Capitaux propres / Passif
Données disponibles pour 216 entreprises

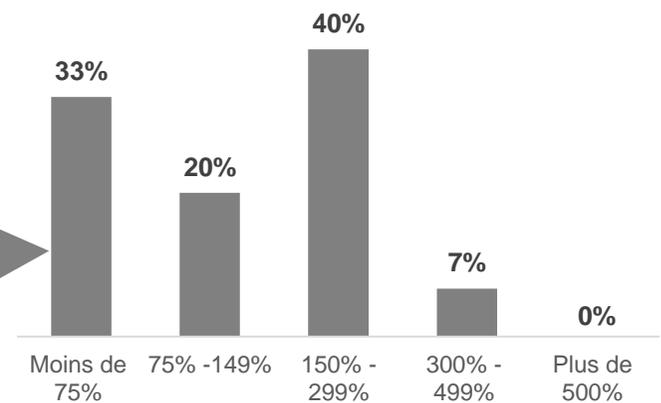
	Taux d'endettement moyen	Autonomie financière moyenne
ETI	159%	29%
PME	118%	35%
TPE	19%	82%
Total	123%	34%

Taux d'endettement des PME
(données disponibles pour 153 sur 271)



Un taux d'endettement des TPE comparativement moins élevé que celui des PME et ETI mais peu de données disponibles

Taux d'endettement des TPE
(données disponibles pour 15 sur 29)



Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015

Les technologies mobilisées sont principalement la robotique, les outils de production numérique et les progiciels de gestion intégrée ... mais aussi les systèmes ou infrastructures informatiques

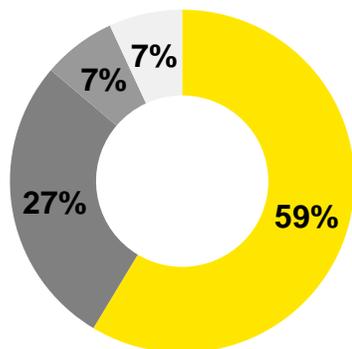
Segments technologiques	Nombre de bénéficiaires concernés	Exemples de technologies soutenues
Outils de production automatisés	210	Machines-outils à commande numérique, achats de robots
Systèmes ou infrastructures informatiques	185	Connectivité (wifi), matériels informatiques (fixes ou nomades), équipements de numérisation, etc...
Progiciels de gestion intégrée	152	Renouvellement ou enrichissement des progiciels de gestion intégrée (PGI/ERP, GRC/CRM)
Outils collaboratifs	111	
Enrichissement d'une offre logicielle	111	
Sécurité des SI	92	Cyber-sécurité, protection de données (firewall, VPN sécurisé)
Outils de conception ou de simulation numérique	74	CFAO, prototypage, simulation et modélisation numériques, impression 3D
Services en ligne	67	Digitalisation de l'offre, e-commerce : Sites internet (signature électronique, paiement en ligne, e-catalogue, réalité augmentée (visites virtuelles, visualisations 3D)
Objets connectés ou communicants Systèmes embarqués	41	Capteurs, RFID, signature optique, domotique, systèmes de géolocalisation, outils de sécurisation et suivi des flux ou données produits, ou de recueil de données en temps réel
Autre	18	
Big data	18	

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires, Décembre 2015



Parmi les outils de production automatisés, une prédominance de machines-outils à commande numérique

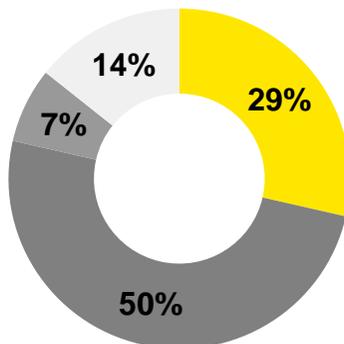
Plus précisément, quels sont les outils de production automatisés qui ont été mobilisés par ce projet ?



- Machines-outils à commande numérique
- Robots
- Outils d'intelligence artificielle
- Autre

Parmi les outils de conception, une majorité d'outils de CAO et de prototypage

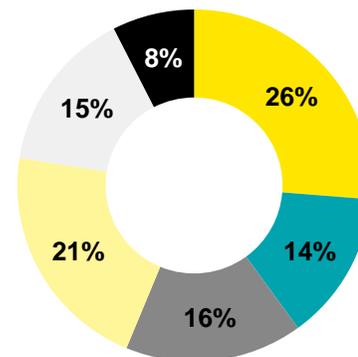
Plus précisément, quels sont les outils de conception, de simulation ou de modélisation qui ont été mobilisés par ce projet ?



- Outils de simulation numérique
- Outils de CAO et de prototypage
- Impression 3D
- Autre

Parmi les projets relatifs aux systèmes et infrastructures informatiques, les infrastructures informatiques, les terminaux informatiques fixes et nomades et les outils de connectivité représentent 82% des projets

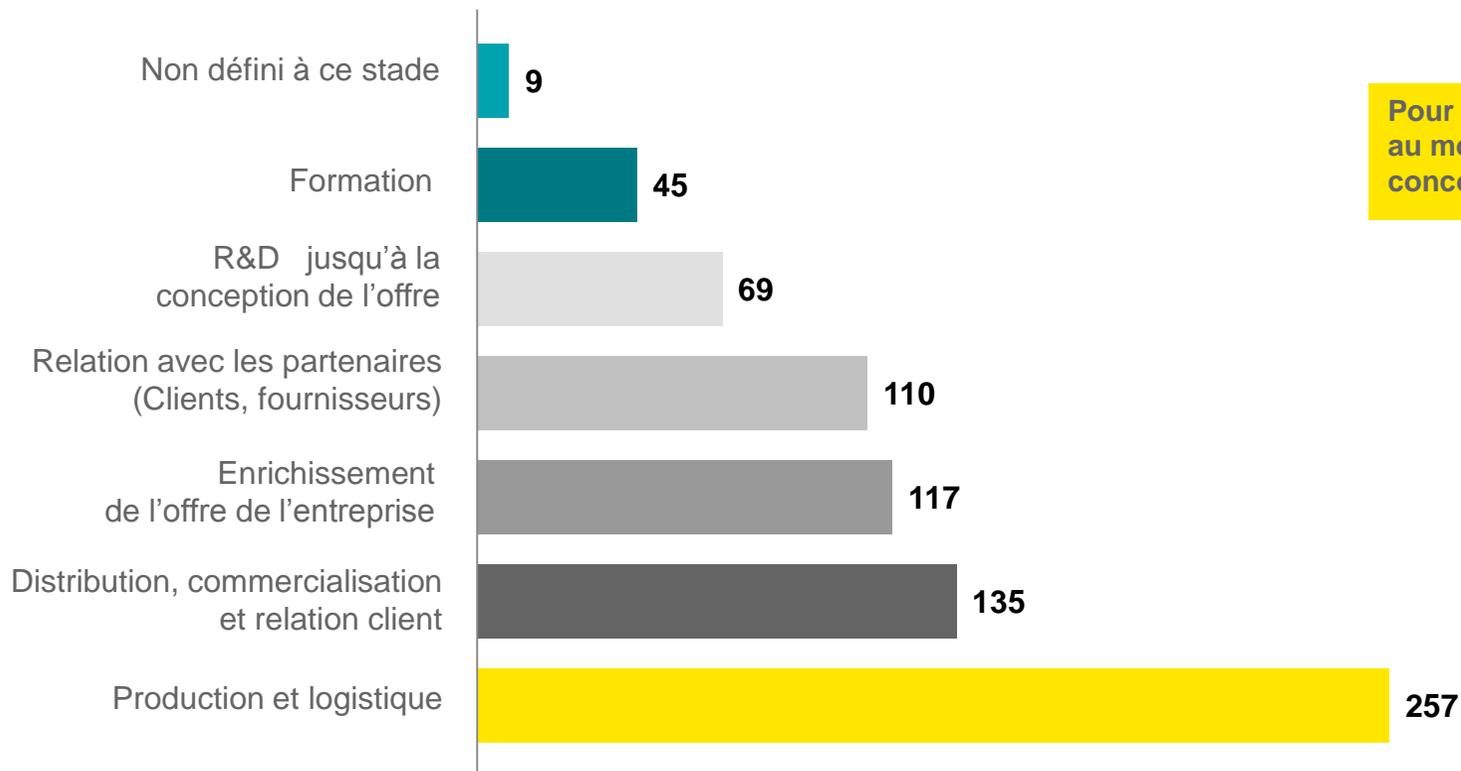
Plus précisément, quels sont les systèmes ou infrastructures informatiques qui ont été mobilisés pour ce projet ?



- Infrastructures informatiques
- Terminaux informatiques fixes
- Terminaux informatiques nomades
- Connectivité (wifi, VPN...)
- Outils de numérisation et de stockage des données



Répartition des projets soutenus selon les fonctions concernées par l'investissement au sein de l'entreprise (Critères cumulatifs)



Pour 229 entreprises, le projet cible au moins deux fonctions de manière concomitante

70% des projets financés visent un impact sur la fonction 'Production et logistique' Les PGI et les projets robotiques en font partie

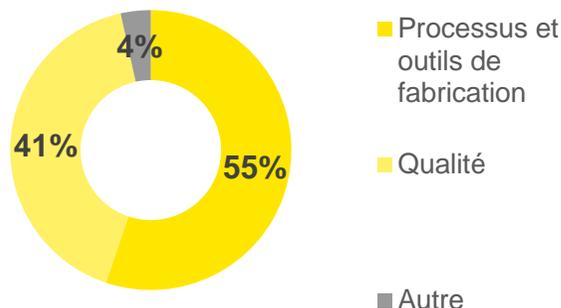
Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015



Au sein de la fonction 'Production et Logistique' (*)

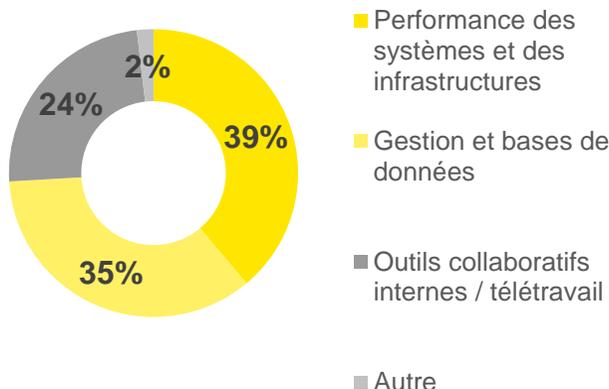
- Une majorité de projets ciblant la production
- Un impact attendu fort sur la qualité

Production
(84% des répondants concernés, contre 40% pour la logistique)



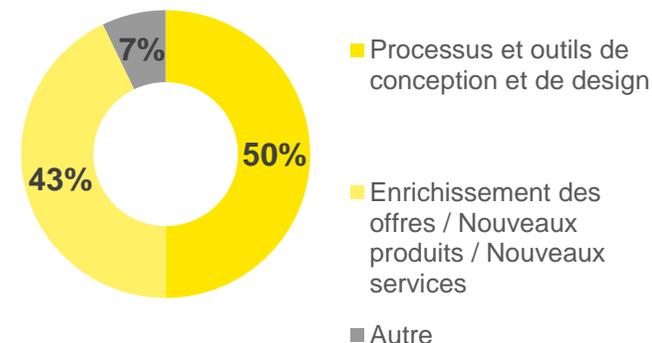
Une fonction 'Systèmes d'information et communication interne' (**) sur laquelle la moitié des répondants espérait un impact

SI & Communication interne
(53% des répondants concernés)



Une fonction 'R&D, Innovation, Enrichissement des offres' qui vise de manière équitable l'amélioration des processus et outils de conception, et l'enrichissement des offres (***)

R&D, Innovation, Enrichissement des offres
(44% des répondants concernés)



Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires, Décembre 2015 (*) Soit 70 % des bénéficiaires selon la base de données Bpifrance, Octobre 2015 (**) Fonction non prévue dans la base de données Bpifrance, Octobre 2015 (***) Libellée différemment dans la base de données Bpifrance, Octobre 2015



Amélioration des processus de production industrielle

Fabrication de portes : Outil numérique de simulation et de prototypage rapides en support à la relation client (200k€)

Mécanique industrielle : achat d'une machine d'impression 3D métal permettant d'optimiser le processus de production et de développer de nouvelles pièces (840 k€)

Agriculture : contribution à la construction d'un centre de pisciculture (bassins automatisés, capteurs régulation de la chaleur et qualité de l'eau, distribution de nourriture automatisée)

Outils agricole : Développement d'un programme de tablette connectée reliée aux satellites donnant de l'information sur la fertilité des terrains pour automatiser la diffusion des engrais (180 k€)

E-commerce / commercialisation

Groupe de coiffure : site de e.commerce

BTP : Intégration de flashcodes sur les emballages permettant la visualisation des produits (2,2 M€)

Big Data

TIC : Création d'un datacenter (4 M€)

Conception et design

Bureau d'études : Achat et formation à un nouveau logiciel de *Building Information Modeling*

RH / Compétences

Industrie : Recrutement d'un responsable informatique (dans le cadre d'un projet d'équipement numérique plus large)

E-commerce

BTP : Intégration de flashcodes sur les emballages permettant la visualisation des produits (2,2 M€)

Développement de nouveaux produits, d'une nouvelle offre de services

Loisirs : Développement d'une nouvelle attraction en 4D (6,5 M€)

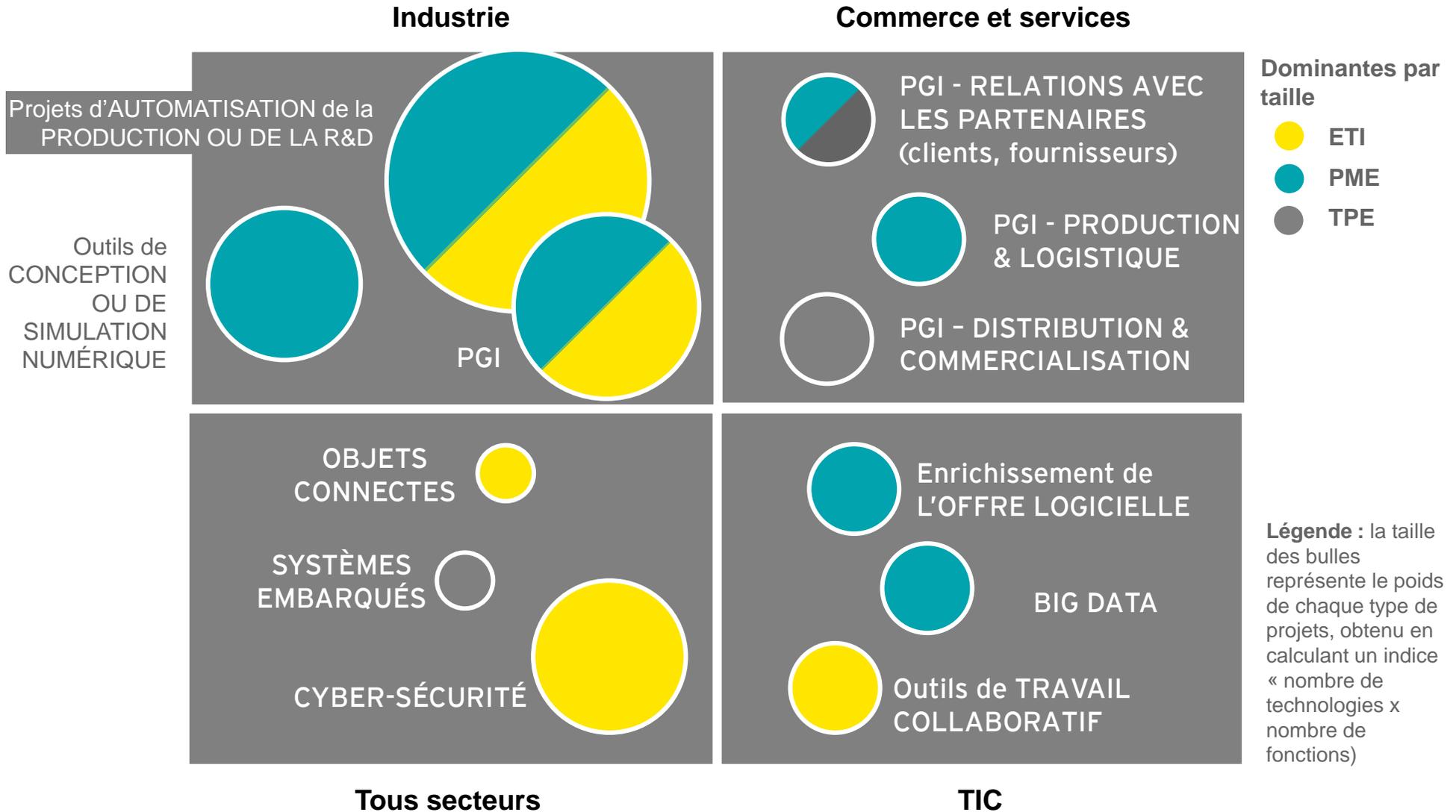
Loisirs / Audiovisuel: Contribution à la construction du 1er auditorium 100% Dolby Atmos (700k€)

TIC : Développement de serious game de formation interne

TIC BtoB: Intégration de technologies bigdata dans la solution commercialisée

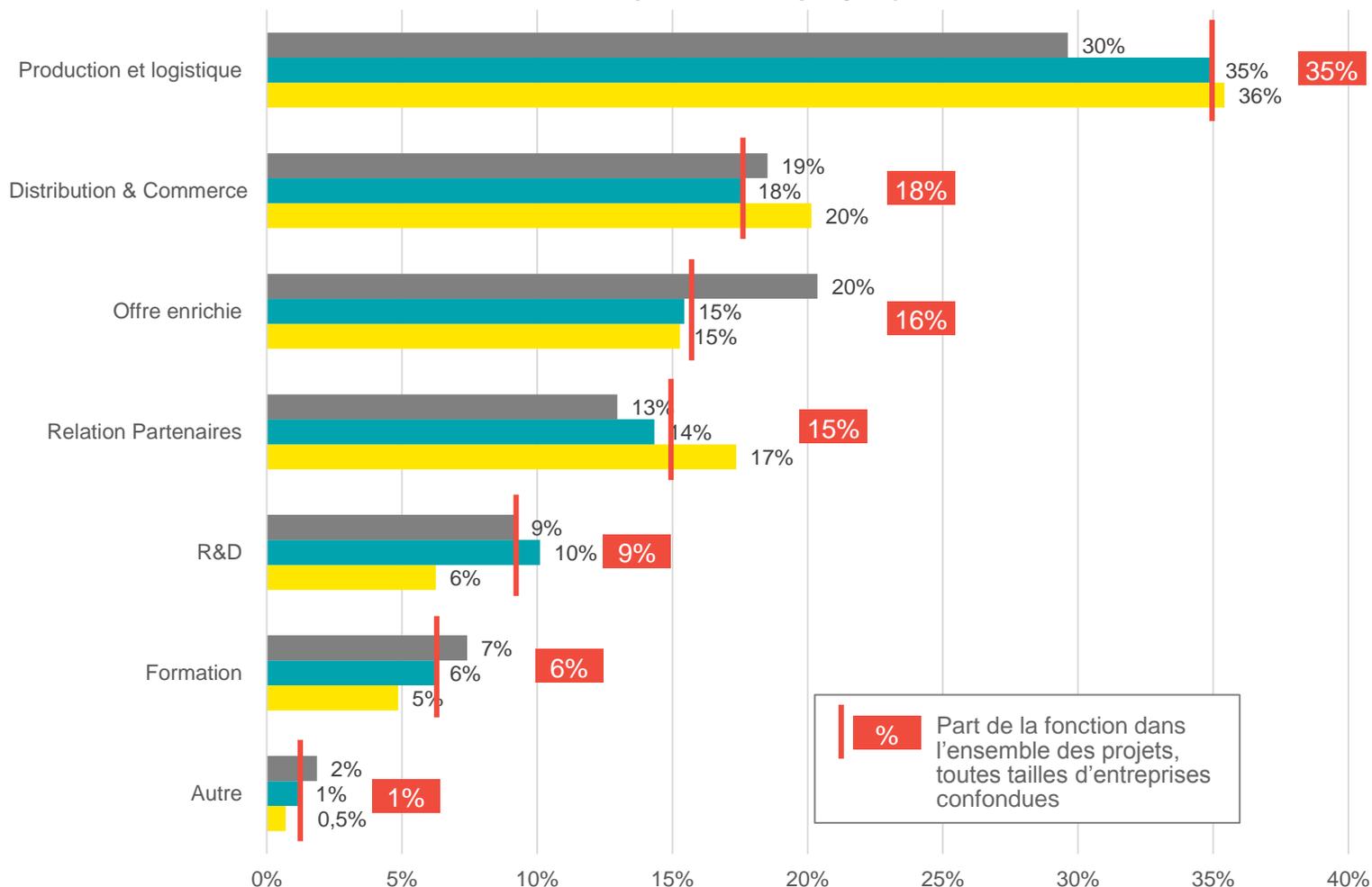
Fabrication de chaudières: Equipement des chaudières d'ensembles numériques permettant des interventions de maintenance à distance (SAV)

Les types de projets (fonctions impactées et technologies mobilisées) sont fortement liés au secteur d'activité, quelle que soit la taille des entreprises





Fonctions impactées selon la taille des entreprises
(Nombre de projets)



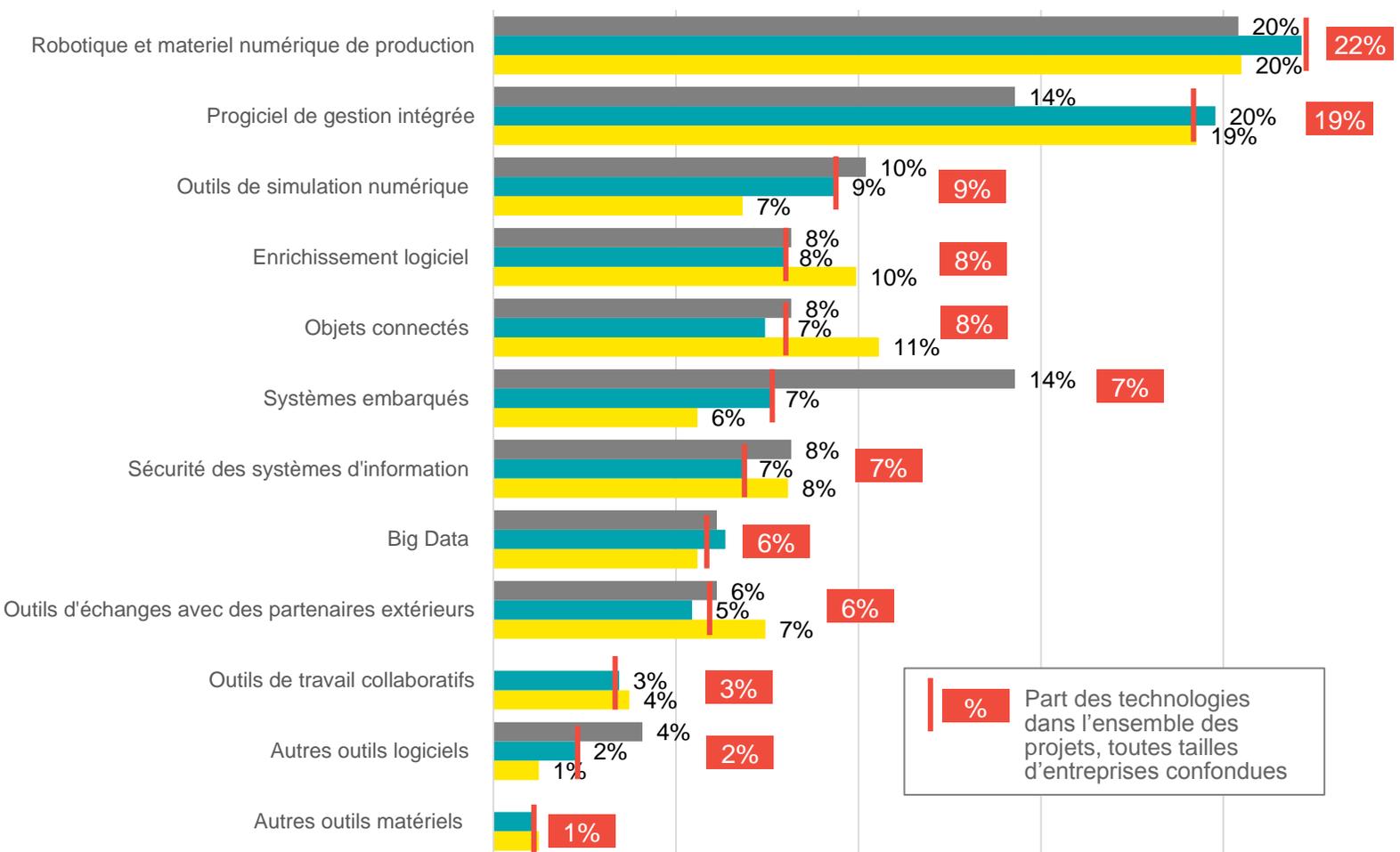
Dominantes par taille

- ETI
- PME
- ETI
- TPE
- ETI
- PME
- TPE
- TPE

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015



Technologies mobilisées selon la taille des entreprises (Nombre de projets)



Dominantes par taille

● PME

● PME ● ETI

● PME ● TPE

● ETI

● ETI

● TPE

Pas de prédominance

Pas de prédominance

Pas de prédominance

● PME ● ETI

● TPE

● PME ● ETI

Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015

Une répartition géographique des technologies mobilisées qui fait apparaître quelques spécificités régionales

Poids des RÉGIONS pour chaque technologie (en nombre de projets)

	Objets connectés	Systèmes embarqués	Offre logiciel	Simulation numérique	Big Data	Cyber-sécurité	Robotique et outils de production	PGI	Travail collaboratifs Outils	d'échanges avec des partenaires extérieurs	Autres outils matériels	Autres outils logiciels
ALSACE	0%	0%	2%	0%	2%	0%	2%	1%	4%	4%	0%	0%
AQUITAINE	8%	12%	5%	9%	4%	7%	7%	7%	0%	2%	13%	0%
AUVERGNE	2%	0%	0%	1%	2%	2%	1%	3%	0%	0%	0%	0%
BASSE NORMANDIE	3%	2%	0%	1%	2%	0%	4%	2%	0%	0%	0%	0%
BOURGOGNE	6%	3%	0%	7%	2%	2%	3%	3%	0%	7%	0%	0%
BRETAGNE	3%	9%	3%	3%	6%	7%	8%	4%	0%	7%	0%	18%
CENTRE	3%	5%	5%	6%	4%	9%	4%	4%	4%	2%	13%	6%
CHAMPAGNE ARDENNE	2%	0%	0%	1%	0%	0%	2%	1%	0%	0%	0%	0%
CORSE	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
DOM	0%	0%	2%	0%	2%	2%	0%	1%	0%	2%	0%	0%
FRANCHE COMTE	3%	3%	3%	6%	4%	2%	4%	3%	0%	0%	0%	0%
HAUTE NORMANDIE	3%	0%	0%	0%	0%	2%	1%	1%	4%	2%	0%	0%
ILE DE FRANCE	29%	22%	45%	18%	34%	35%	8%	27%	28%	24%	13%	35%
LANGUEDOC ROUSSILLON	3%	2%	6%	3%	2%	7%	2%	1%	12%	4%	13%	0%
LIMOUSIN	0%	2%	0%	1%	0%	0%	2%	1%	0%	0%	0%	0%
LORRAINE	5%	5%	2%	3%	4%	7%	1%	2%	12%	7%	13%	12%
MIDI PYRENEES	5%	2%	8%	1%	6%	4%	8%	4%	4%	4%	13%	0%
NORD PAS DE CALAIS	11%	9%	3%	7%	0%	2%	7%	3%	0%	7%	0%	6%
PACA	2%	2%	2%	0%	0%	0%	3%	3%	4%	2%	0%	6%
PAYS DE LA LOIRE	2%	7%	5%	4%	4%	2%	5%	10%	8%	4%	13%	0%
PICARDIE	2%	2%	0%	3%	4%	0%	4%	2%	0%	0%	0%	6%
POITOU CHARENTES	3%	2%	2%	6%	6%	4%	4%	3%	4%	4%	13%	0%
RHONE ALPES	5%	12%	9%	18%	9%	7%	19%	15%	16%	16%		12%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Nombre de projets par technologie	62	58	64	68	47	55	165	147	25	45	8	17

Une surreprésentation des régions Ile-de-France et Rhône-Alpes, en cohérence avec leur poids dans les activités de Bpifrance en général, et en raison vraisemblablement de leur spécialisations sectorielles (activités capitalistiques donc mobilisatrices de crédits)

En Ile-de-France, une surreprésentation des outils de simulation et de production

En Rhône-Alpes, une surreprésentation des objets connectés

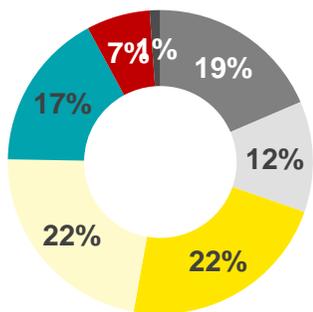
Un poids important de l'Aquitaine dans les systèmes embarqués

Un poids important du Languedoc-Roussillon et de la Lorraine dans les outils de travail collaboratifs



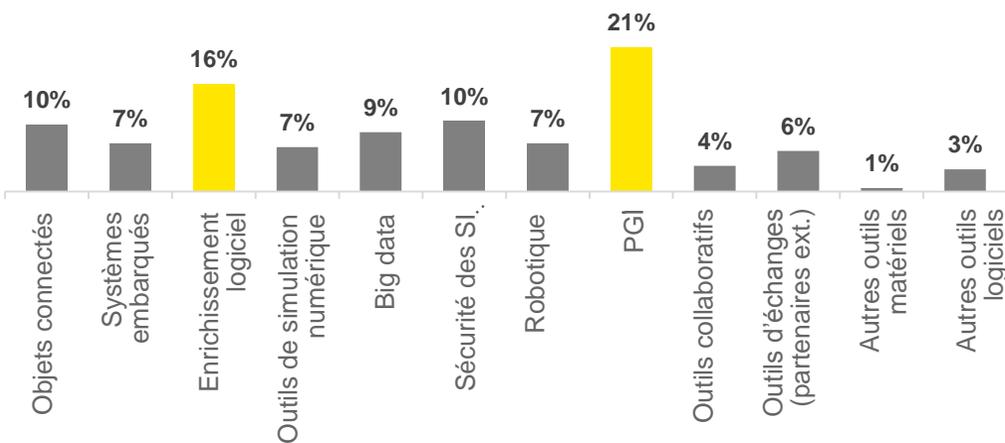
Répartition des projets franciliens

Fonctions des entreprises visés



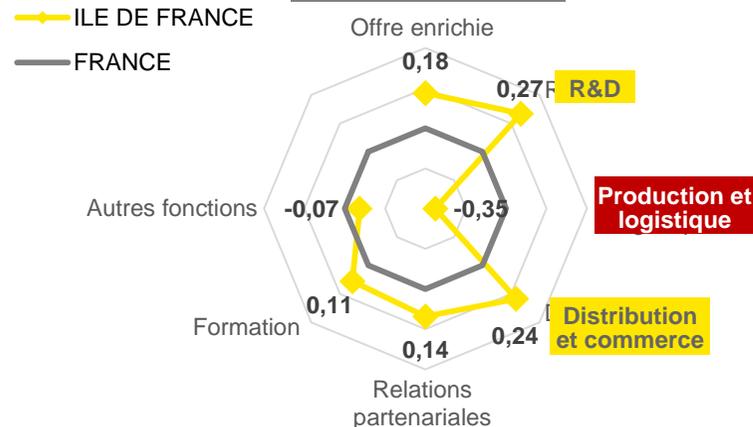
- Offre enrichie
- R&D
- Production et logistique
- Distribution et Commerce
- Relations partenariales
- Formation
- Autres fonctions

Technologies mobilisées

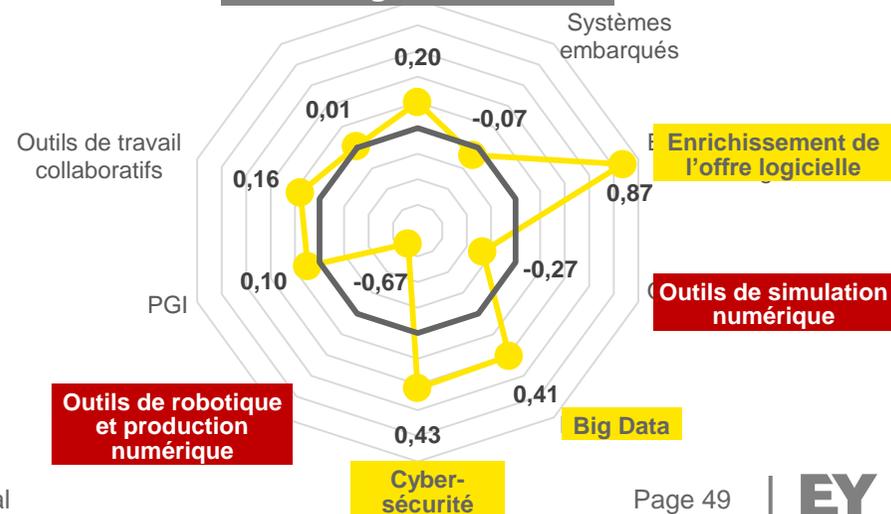


Profils de spécialisation de l'Ile de France

Fonctions visées

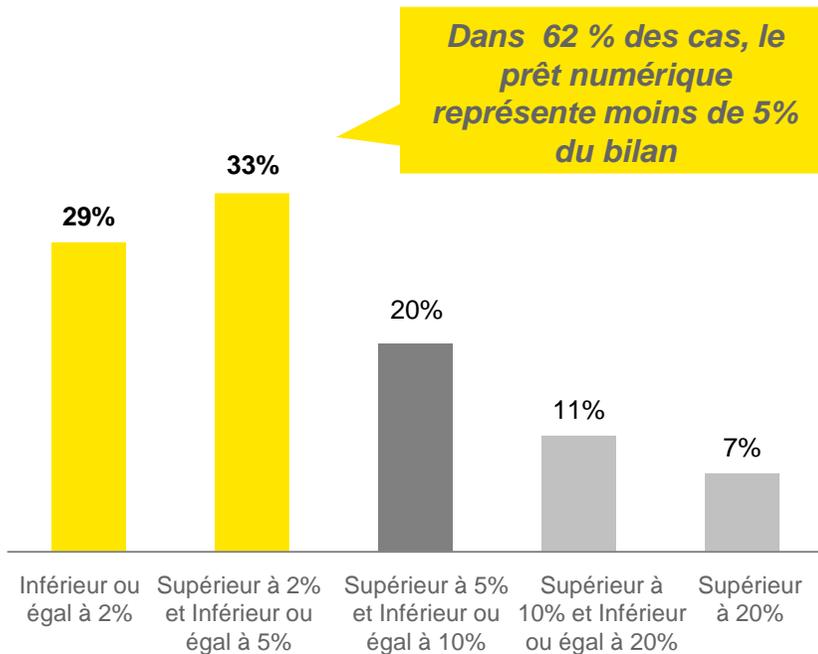


Technologies mobilisées



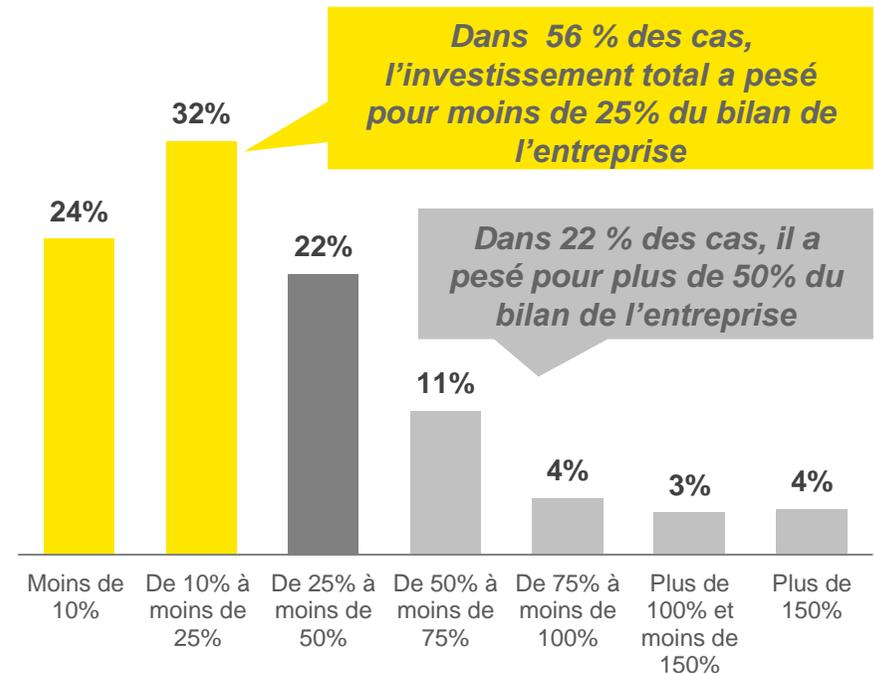
Pour 62% des cas, la partie du projet financée par le prêt numérique pèse pour moins de 5% du bilan de l'entreprises

Poids du projet numérique financé dans le bilan des entreprises (en nombre d'entreprises)



Dans plus de la moitié des cas, l'investissement total a pesé pour moins de 25% du bilan de l'entreprise

Poids de l'investissement (dans son intégralité) dans le bilan des entreprises (en nombre d'entreprises)

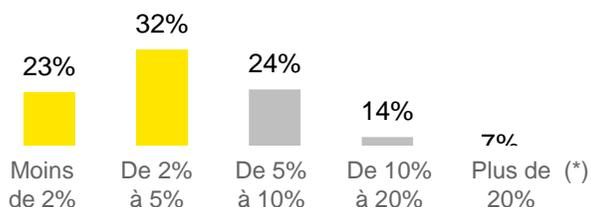


Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015

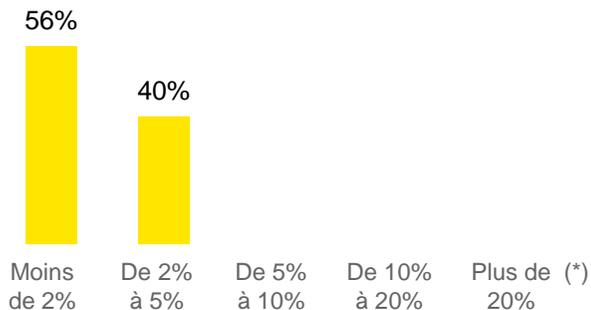


Le prêt numérique pèsent peu pour la majorité des PME et la totalité des ETI

PME (73% des bénéficiaires)

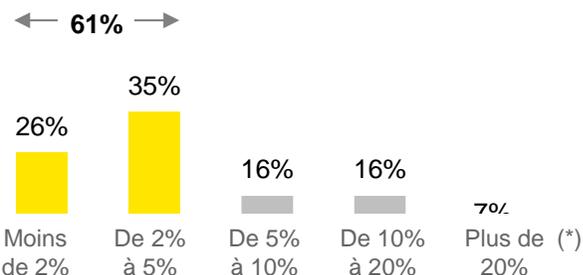


ETI (20% des bénéficiaires)

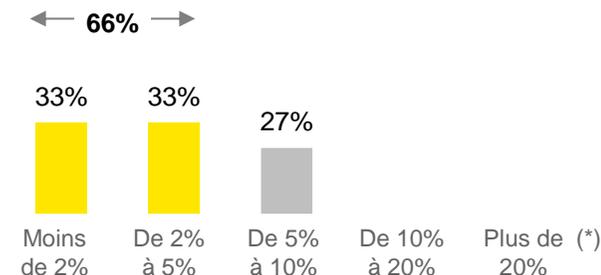


Le poids du prêt dans le bilan est particulièrement limité pour les activités spécialisées, l'industrie et les Commerces. et à l'opposé plus significatif pour les entreprises des TIC

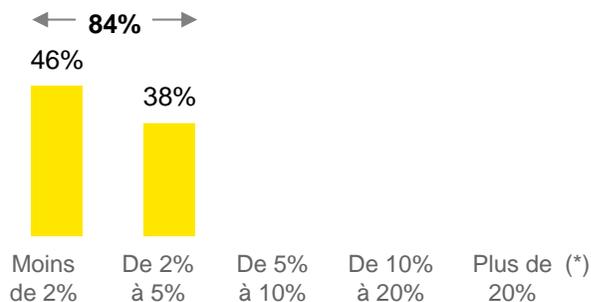
Industries manufacturières (46% des bénéficiaires)



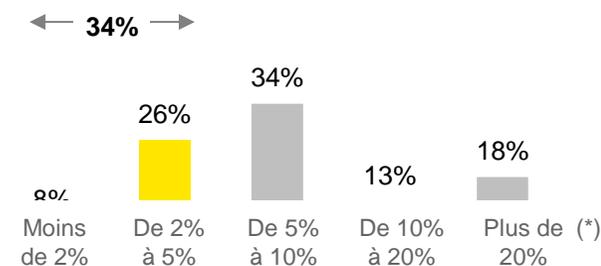
Commerces (15% des bénéficiaires)



Activités spécialisées, scientifiques et techniques (10% des bénéficiaires)



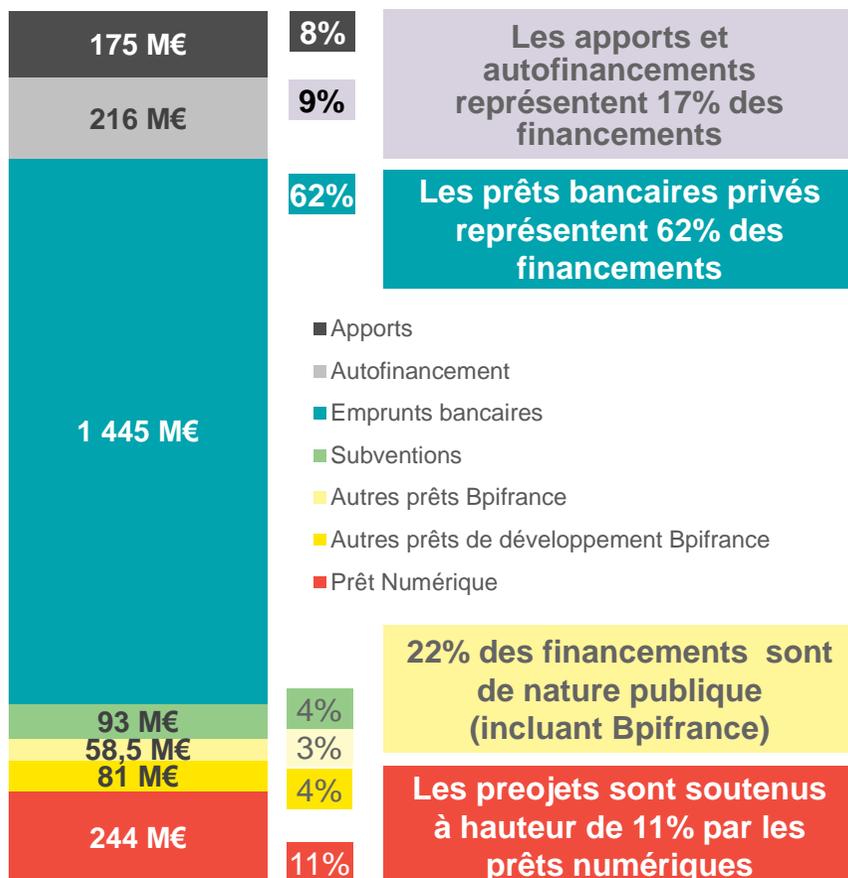
Information, Communications (10% des bénéficiaires)



Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015 (*) Les intervalles sont donnés de la manière suivante : Strictement supérieurs à la borne inférieure et inférieur ou égal à la borne supérieure.

Le prêt numérique pèse pour 11% des investissements réalisés, soit une contribution assez proche de celle du prêt vert (14%)

Décomposition globale des investissements financés (Périmètre : 304 bénéficiaires*, en montants cumulés**)



De fortes disparités existent au sein de chaque source de financement

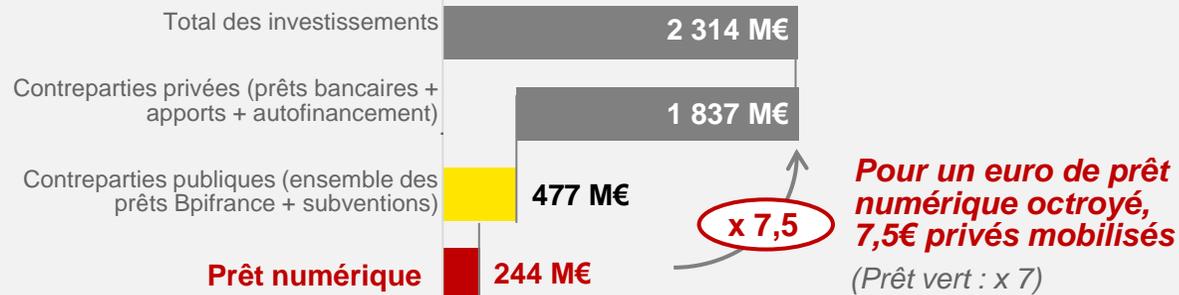
Fourchettes des montants investis par source de financement

	Moyenne	Part des bénéficiaires concernés	Minimum - Maximum
Investissements soutenus	7,6 M€	100%	400 k€ - 93 M€
Apports	5,5 M€	11%	120 k€ - 27 M€
Autofinancement	2,2 M€	32%	120 k€ - 23 M€
Emprunts bancaires	4,8 M€	98%	1 k€ - 88 M€
Subventions publiques	1,9 M€	16%	200 k€ - 10 M€
Autres prêts Bpifrance	1,5 M€	12%	100 k€ - 7 M€
Autres prêts de développement Bpifrance	1,1 M€	24%	100 k€ - 15 M€
Prêt Numérique	802 k€	100%	200 k€ - 3 M€

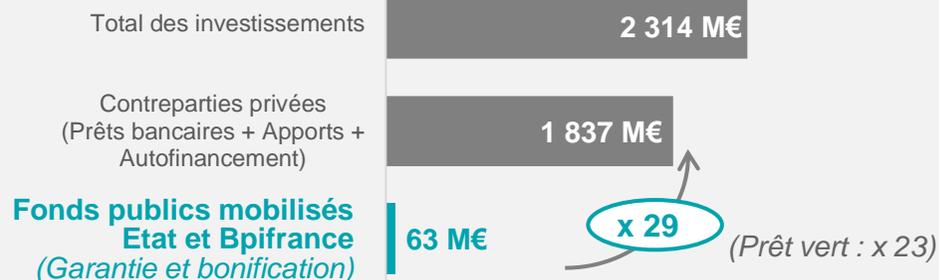
(*): 66 entreprises ont été exclues du calcul (plans de financement incohérents, montants totaux des investissements supérieurs à 100 M€)

(**) Source : Bpifrance, Base de données des bénéficiaires des prêts numériques, octobre 2015.

Nota 1 : les montants des investissements ne couvrent pas seulement des projets numériques.

EFFET LEVIER
PRÊT NUMÉRIQUE

- ▶ Sur les 304 bénéficiaires base de l'analyse, les 2,3 Mds€ d'investissements ont été financés à hauteur de 477 M€ (21%) par des contreparties publiques, remboursables ou non, dont 244 M€ de prêt numérique (11%)

EFFET LEVIER
FONDS PUBLICS 1

- ▶ Les contreparties publiques, dont le prêt numérique, ont mobilisé **63 M€ de fonds publics**, qui ne feront l'objet d'aucun remboursement pour l'Etat ou Bpifrance
- ▶ **Ces fonds publics mobilisés ont un effet levier de 29 sur les contreparties privées**

EFFET LEVIER
FONDS PUBLICS 2

- ▶ **En ajoutant les subventions publiques non remboursables** (par exemple subventions régionales ou UE), **les dotations publiques ne présentent plus qu'un effet levier sur les contreparties privées de 12**

Une limite méthodologique

- ▶ **Les données transmises à l'équipe d'évaluation n'ont pas permis d'isoler les financements privés constituant les contreparties directes du prêt numérique**, ces financements étant consolidés sur l'ensemble du plan de financement des investissements soutenus par Bpifrance.
- ▶ Dans la très grande majorité des cas, la composante numérique soutenue par le prêt numérique constituait un volet limité d'investissements beaucoup plus importants, rendant difficile d'apprécier l'effet levier réel sur le financement du projet numérique
 - ▶ **Exemple N°1** : Une ETI industrielle portant un projet de robotisation des outils industriels et logistiques finance son projet à hauteur de 26% par le prêt numérique. Mais les entretiens ont montré que la dette qui constituait 45% du plan de financement initial n'avait pas été mobilisée pour financer des outils numériques .
 - ▶ **Exemple N°2** : Une PME industrielle mettant en place un PGI financé à 25% par le prêt numérique, mais une composante numérique en réalité financée à 100% par le prêt numérique

Des interrogations sur l'effet réel du prêt numérique sur le plan de financement des projets

- ▶ Les enquêtes ont révélé un effet contrasté de l'obtention du prêt numérique sur les autres sources de financements

Dans de nombreux cas, le plan de développement des projets était bouclé avant même l'obtention du prêt numérique

Seule 1 entreprise parmi les 16 interrogées a déclaré que le prêt numérique lui avait permis d'accéder par la suite à d'autres sources de financement

5 entreprises sur 16 ont fait part d'un effet de substitution, le prêt numérique se substituant à une partie des emprunts bancaires

2 entreprises sur 16 ont mentionné un effet sur l'amélioration des conditions d'accès à d'autres financements d'autres composantes du projet (ex. crédit bail lorsque le projet numérique est intervenu dans le cadre d'une opération immobilière)

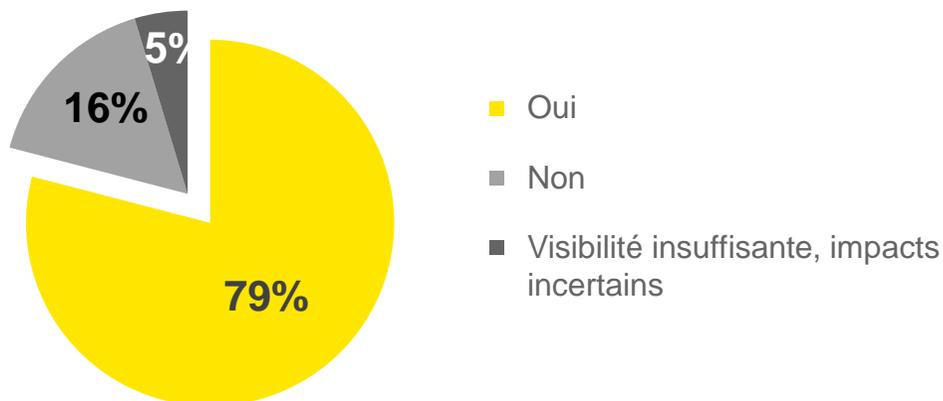
Néanmoins l'obtention du prêt numérique a permis à la plupart des répondants de revoir à la hausse le périmètre des investissements numériques prévus

Les projets numériques se seraient dans l'ensemble réalisés sans l'obtention du prêt, même si ce dernier a incité les entreprises à accélérer le rythme et à revoir à la hausse leurs investissements

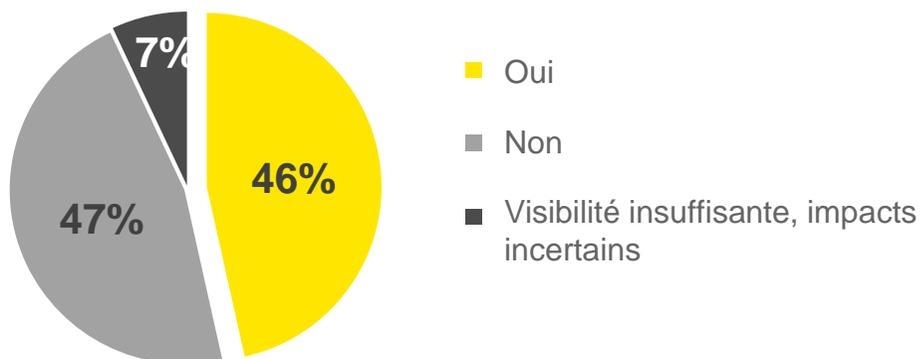
Rappel des questions évaluatives : Le dispositif est-il incitatif ou sujet à un effet d'aubaine ? Les projets se seraient-ils réalisés sans l'aide de Bpifrance ? Le prêt a-t-il eu un effet sur l'accélération et l'ampleur des projets ?



Auriez-vous réalisé la composante numérique de votre investissement sans le soutien de Bpifrance ?



Votre projet d'investissement se serait-il réalisé sans cette composante numérique ?

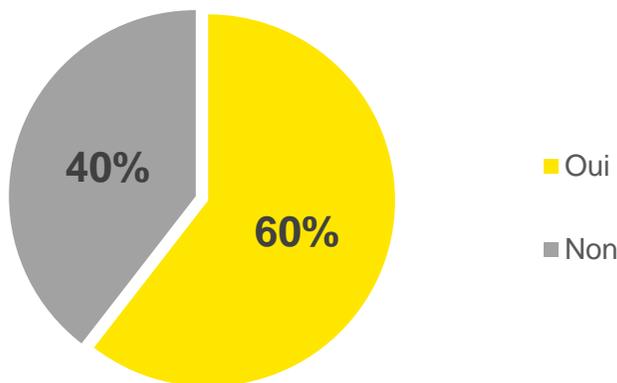


Parmi les facteurs explicatifs identifiés lors des entretiens avec des bénéficiaires

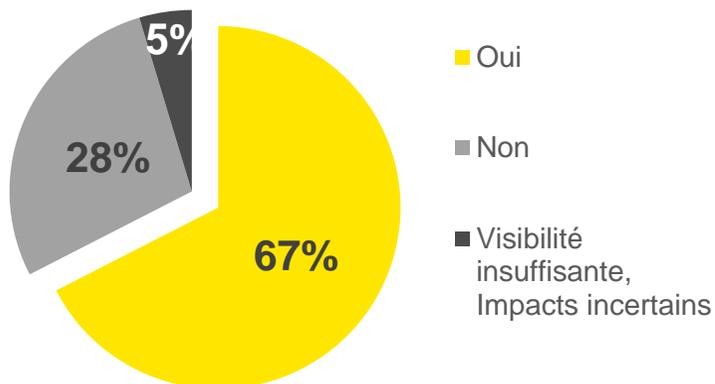
- ▶ L'entreprise avait déjà bouclé son plan de financement, avant l'obtention du prêt numérique
- ▶ L'entreprise estime qu'elle aurait pu recourir à d'autres sources de financements alternatives, parmi lesquelles : fonds propres, emprunts privés, leasing (une analyse qui relève néanmoins de la perception et de l'hypothèse), quitte à devoir étaler la dépense ou accepter un montage financier moins confortable (pas de différé, plus court terme, taux plus élevé, garanties exigées)

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

L'obtention du prêt numérique a-t-elle permis d'accroître la taille et l'ampleur de l'investissement à réaliser ?



L'obtention du prêt numérique a-t-elle permis d'accélérer la réalisation de l'investissement ?



1 Des conditions d'emprunt qui permettent souvent d'investir plus vite

- De nombreuses entreprises interrogées indiquent que le prêt numérique a permis d'engager plus rapidement des investissements qui auraient pu être remis à plus tard, même si le plan de financement était assuré.

« On avait l'idée d'engager des investissements numériques sans avoir de calendrier réel d'actions. Le prêt numérique a été le déclic » (1)

« Sans le prêt numérique, nous n'aurions pas pu recruter autant de personnes aussi vite. Par le passé, plusieurs projets de recrutements avaient dû être mis en stand-by faute d'accès aux financements bancaires et de fonds propres insuffisants » (2)

2 Un rythme de mise en œuvre des investissements accéléré par la rapidité d'octroi du prêt numérique

- Cet effet est cité de manière moins systématique et paraît moins significatif mais il renforce la possibilité pour les entreprises de mettre en œuvre rapidement leurs projets numériques

« La réactivité et l'efficacité des équipes Bpifrance nous ont permis de gagner du temps dans la conduite de notre projet » (2)

« La rapidité d'octroi a permis d'accélérer le projet » (3)

(1) PME industrielle engagée dans la refonte du site internet, la mise en place d'un logiciel de CAO, le renouvellement du matériel informatique
 (2) PME numérique (3) ETI de restauration modernisant ses outils de gestion

Source : Entretiens EY auprès d'un panel de bénéficiaires du prêt numérique, novembre-décembre 2015

3 Parfois, un enrichissement des contours des projets (« effet bonus »)

- ▶ Ce second phénomène est observé sur des projets sur lesquels une amélioration ultérieure n'est pas possible. La société s'accorde le développement de modules complémentaire améliorant l'outil ou l'offre. Ce phénomène est moins récurrent.

« Notre projet de développement de notre offre se serait réalisé, mais avec des solutions techniques moins enrichies au niveau de l'efficacité énergétique » (4)

« Le cœur du projet aurait été engagé car il était nécessaire pour pouvoir répondre à une commande importante. Néanmoins, sans le prêt numérique, nous n'aurions peut-être pas profité de ce projet pour améliorer la rentabilité de nos équipements » (5)

4 Parfois également, des répercussions indirectes sur d'autres projets de l'entreprise

- ▶ On fait référence ici soit à des projets inclus dans le plan de financement mais non numériques, soit non inclus dans le plan de financement initial..

« Le prêt numérique a constitué un vrai coup de pouce en raison du différé qui permet de lisser les dettes – vrai avantage qui nous laisse des marges de manœuvre pour de futurs investissements » (1)

« Ce prêt bonifié avec cette souplesse est intervenu au bon moment car il a permis de faciliter la réalisation d'autres investissements annexes stratégiques pour l'entreprise (opération immobilière et croissance externe) » (2)

« Bpifrance a constitué une bouffée d'oxygène : les économies générées grâce à la bonification, bien que non chiffrées, vont nous permettre d'investir plus tôt dans un autre équipement (200-300 k€) » (3)

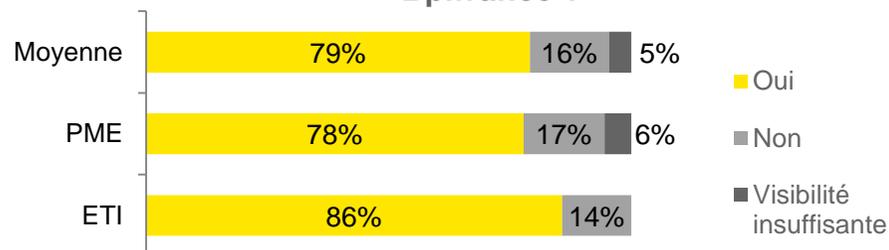
Source : Entretiens EY auprès d'un panel de bénéficiaires du prêt numérique, novembre-décembre 2015 (1) PME industrielle automatisant sa ligne de production pour développer une nouvelle offre (2) PME numérique développant une offre (3) TPE industrielle développant une nouvelle offre (4) PME numérique développant un datacenter (5) ETI industrielle intégrant des technologies dans des équipements de chantier



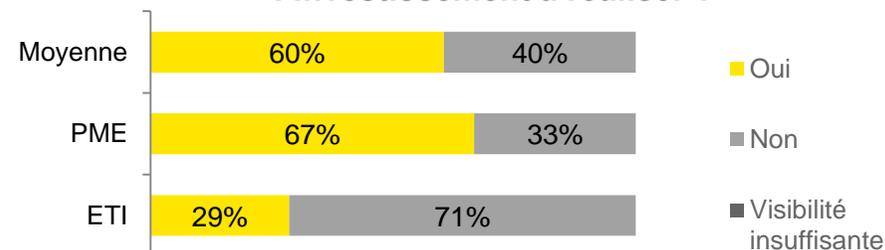
Les PME sont relativement plus sensible au soutien du prêt numérique pour réaliser leur investissement, notamment numérique

L'effet démultiplicateur du prêt numérique a été plus marqué sur les projets des PME que sur ceux des ETI

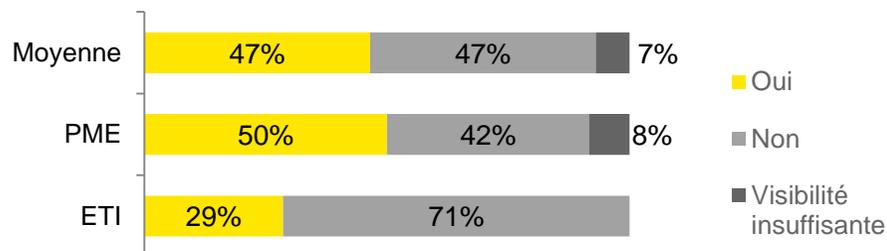
Auriez-vous réalisé la composante numérique de votre investissement, sans le soutien de Bpifrance ?



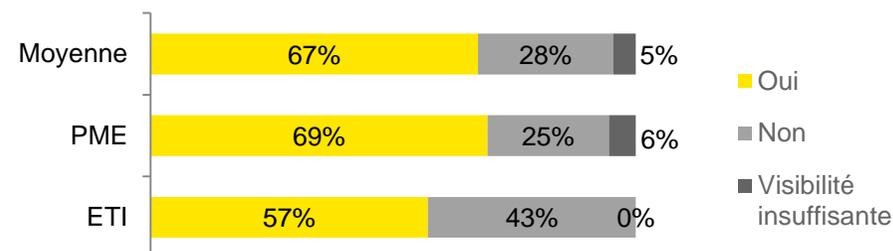
L'obtention du Prêt Numérique a-t-elle permis d'accroître la taille et l'ampleur de l'investissement à réaliser ?



Votre projet d'investissement se serait-il réalisé sans cette composante numérique ?



L'obtention du Prêt Numérique a-t-elle permis d'accélérer la réalisation de l'investissement ?



L'analyse des plans de financement révèle qu'un quart des entreprises bénéficiaires a réussi à financer à plus de 70% leurs investissements par de la dette

Qui sont-elles ? (*)

- ▶ Une proportion plus importante d'ETI (26% vs 19% en moyenne)
- ▶ Un taux d'endettement ex-ante comparable à celui de la population de référence (***)
- ▶ **Aucun secteur se détachant**, même si les activités des TIC et les activités spécialisés sont légèrement moins nombreuses que pour le reste des bénéficiaires (chacune 7% contre 10% en moyenne)
- ▶ **Des projets financés en revanche variés et représentatifs de l'ensemble des projets des bénéficiaires**

Comment ont-elles financé leur projet ? (**)

- ▶ **Ces entreprises ont un investissement moyen plus élevé** (9,5 M€ contre 7,6 M€ pour l'ensemble des bénéficiaires). L'écart-type reste important (12 M€), même si la médiane reste également plus élevée que pour l'ensemble des bénéficiaires.
- ▶ **Le fort recours à l'emprunt bancaire s'est traduit par une mobilisation moindre des financements d'origine publique** (13% des investissements en moyenne contre 21% pour l'ensemble des bénéficiaires) ...
 - ▶ Les tickets moyens des financements publics sont assez proches de la population totale des bénéficiaires alors que l'investissement moyen est plus élevé
 - ▶ L'inflexion est en revanche particulièrement marquée pour les subventions qui sont deux fois moins sollicitées (en nombre d'entreprises)
- ▶ **... mais surtout des apports**, autofinancements qui accusent la plus forte baisse du ticket mobilisé (une médiane de 400 k€ contre 5,5 M€ pour l'ensemble des bénéficiaires)

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015 (*) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires. (**) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires déduits des 66 entreprises exclues des calculs (plans de financement non fiables, montants totaux des investissements supérieurs à 100 M€) [Base 304]. Montants moyens des investissements ne couvrant pas seulement des projets de nature numérique

- **84 entreprises concernées**
- **23% des bénéficiaires (*)**
- **28% des montants octroyés (**)**

Le quart des entreprises bénéficiaires, en particulier pour les plus gros projets d'investissement (toutes composantes confondues), n'a eu aucune difficulté à mobiliser plus de 70% de dette privé

De plus, 2 projets sur 3 (60% de bénéficiaires) n'ont pas fait appel à leurs fonds propres (autofinancement ou apports), sans pour autant avoir eu besoin de les compenser par des financements d'origine publique

Qui sont-elles ? (*)

- ▶ **Des entreprises relativement représentatives à la population totale des bénéficiaires**, en cohérence avec leur grand nombre, malgré une légère surreprésentation des commerces (18% contre 15% de la population totale)
- ▶ **Un taux d'endettement ex-ante supérieur à celui de la population de référence** : respectivement 194% contre 188% (***)
- ▶ **Des projets financés variés et représentatifs de l'ensemble des projets des bénéficiaires**

- **185 entreprises concernées**
- **61% des bénéficiaires (*)**
- **58% des montants octroyés (**)**

Comment ont-elles financé leur projet ? (**)

- ▶ **Ces entreprises ont un investissement moyen moins élevé que la population totale des bénéficiaires**, traduisant le fait que les plus gros projets soutenus par Bpifrance ont financés avec autofinancement, et apports.
- ▶ **Le faible recours aux fonds propres se traduit par :**
 - ▶ **Un endettement plus fort pour financer ces projets** : en comparaison, ces entreprises ont mobilisé deux fois plus de financement bancaire que les autres pour financer leurs investissements
 - ▶ **Surtout, une part des financements publics comparable au reste des bénéficiaires**: le prêt numérique représente en moyenne 13% des investissements, contre 11% pour la population totale des bénéficiaires; les subventions en moyenne 6% contre 4% en moyenne

Les entreprises n'ayant mobilisé ni autofinancement ni apport, n'ont pas bénéficié de montants de prêts numériques plus élevés, qui auraient pu compenser la faiblesse des contreparties en cas de difficultés d'accès à l'emprunt bancaire

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015 () Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires. (**) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires déduits des 66 entreprises exclues des calculs (plans de financement non fiables, montants totaux des investissements supérieurs à 100 M€) [Base 304]. Montants moyens des investissements ne couvrant pas seulement des projets de nature numérique*



Qui sont-elles ? (*)

- ▶ Une plus forte proportion de PME (82% contre 73% de la population totale des bénéficiaires) et une moindre présence d'ETI (11% contre 19%)
- ▶ Un taux d'endettement ex-ante de 203% vs 187% en moyenne
- ▶ Une forte représentation du secteur des TIC (15% contre 10%) au sein desquels la proportion d'entreprises moins solvables est la plus élevée, et d'activités spécialisées, scientifiques et techniques (18% contre 10%)

Comment ont-elles financé leur projet ? (**)

- ▶ Le montant moyen des investissements (3,0 M€) est plus de deux fois inférieur au montant moyen de la population totale (7,6 M€), avec des montants néanmoins très dispersés (de 400 k€ à 16 M€). La médiane des tickets des projets est également inférieure (1,5 M€ contre 3,5 M€)
- ▶ Les principales sources de financement public sont :
 - ▶ Une part significative des subventions qui représentent en moyenne 25% des investissements contre 4% pour la population globale. Un tiers des entreprises étudiées y recourent (33%) contre 16% de la population totale. Le ticket des subventions est élevé (2,3 M€ en moyenne) alors même que le montant moyen des investissements est plus faible que pour la population totale;
 - ▶ Le prêt numérique représente également une part significative des investissements (25% des montants moyens contre 11% pour la population totale)
 - ▶ Les autres solutions de financement de Bpifrance restent en revanche moins mobilisées
- ▶ En contrepartie, la part d'apports et d'autofinancement n'est que de 5% contre 17% en moyenne et s'explique par un nombre moins important d'entreprises activant cette contrepartie (13% vs 32% en moyenne pour l'autofinancement, et 4% vs 11% en moyenne pour les apports)
- ▶ En revanche, ces entreprises sont aussi nombreuses que la population de référence à recourir à l'emprunt bancaire (98%), mais celui-ci occupe une part moins importante de l'ensemble des investissements réalisés (40% vs 62% en moyenne).

- 55 entreprises concernées
- 15% des bénéficiaires (*)
- 14% des montants octroyés (**)

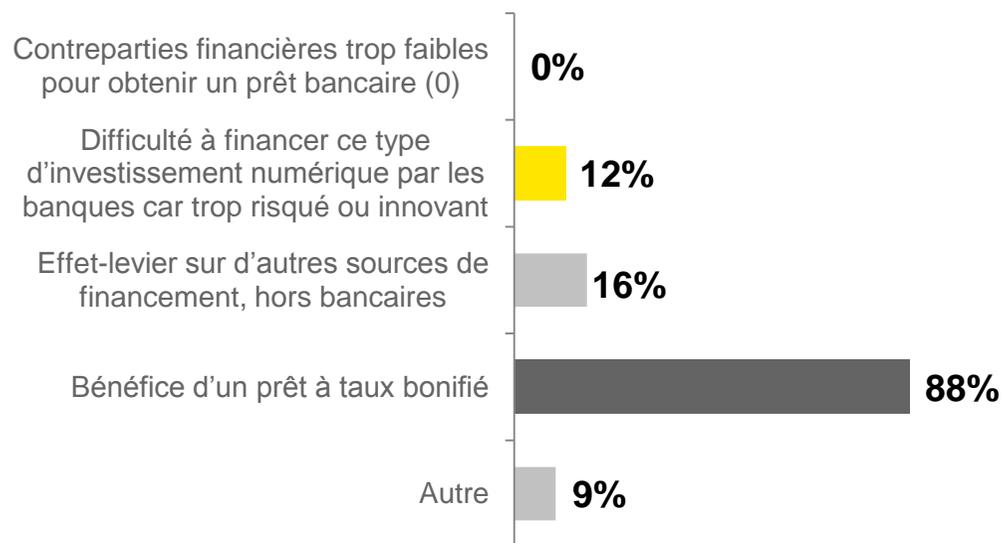
Les entreprises ayant le plus recouru aux financements publics semblent plus fragiles (moins matures, entreprises des TIC)...

... ce qui laisse supposer d'une plus grande difficulté d'accès aux contreparties privées

Source : Base de données Bpifrance, octobre 2015 (*) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires. (**) Comparaison par rapport aux 370 bénéficiaires déduits des 66 entreprises exclues du calculs (plans de financement non fiables, montants totaux des investissements supérieurs à 100 M€)

Peu de répondants évoquent des difficultés de financement pour justifier le recours au prêt numérique, là où le taux bonifié est évoqué comme motif principal par presque 9 bénéficiaires sur 10

Quels motifs vous ont conduits à solliciter le Prêt Numérique de BpiFrance ?



Aucune entreprise n'a justifié le recours au prêt numérique en raison de contreparties financières trop faibles pour obtenir un prêt bancaire

De la même manière, seuls 12% des répondants ont fait état de difficultés à financer ce type d'investissement numérique par les banques en raison d'un projet trop risqué ou trop innovant

88% des entreprises ont recouru au prêt numérique en raison (entre autres motifs) du taux bonifié

Les autres motifs évoqués sont la rapidité de mise en place du prêt, la possibilité de disposer d'une offre globale soit au niveau de leur ensemble groupe/filiale, soit au niveau des prêts Bpifrance, et la souplesse du prêt

Remarque : La légère surreprésentation des entreprises industrielles parmi les répondants à l'enquête en ligne (52%), par rapport à l'ensemble des bénéficiaires (45%), et des projets de type 'Automatisation de la ligne de production' (57% vs 45% au global) peuvent néanmoins accentuer ce constat de facilité d'accès aux financements

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

Extraits des entretiens auprès des entreprises bénéficiaires soulignant l'absence de difficultés de financements

« Certaines de mes banques considèrent que Bpifrance fait de la concurrence déloyale, mais je considère que ça aide néanmoins vraiment les PME à investir, même s'il est vrai que les banques pouvaient nous financer »

« **Notre société est très solvable et dispose de très bonnes conditions de financement en général**, cela aurait pu être le cas sur ce projet-là également [mise en place de nouveaux terminaux d'encaissement et migration vers un nouveau logiciel d'exploitation]. En revanche, les écrans numériques seront financés sur fonds propres car nous n'avons pas obtenu de prêt intéressant »

« Nous souscrivons auprès de certaines banques qui proposent une formule plus souple d'emprunt : pas de garantie, pas de factures à transmettre, pas de visibilité sur les détails des investissements – nécessairement de faible envergure – prévus. Nous incluons à la fois du petit matériel de production, du matériel informatique, des logiciels, etc... dans ces enveloppes »

« **Nous n'avons pas eu de problèmes de financement** ; au contraire nous avons obtenu une rallonge »

« **Compte-tenu des taux actuels, tous nos investissements sont financés à 100% par emprunt**, y compris les logiciels de commande numérique, que nous incluons dans le prêt plus global dédié à l'acquisition des machines à proprement parler »

« **Pour être honnête avec vous, nous n'avons pas de difficultés d'accès au crédit et n'avons pas besoin du prêt numérique**. D'une certaine manière j'ai culpabilisé d'avoir eu accès à ce prêt bonifié. C'est aussi une question d'éthique ; j'ai par ailleurs refusé le prêt robotique, d'autant que l'économie que nous avons réalisée grâce à la bonification n'était pas très significative pour nous. Le prêt numérique aurait pu être plus profitable à une société disposant de difficultés de financement »

Source : Entretiens EY auprès des bénéficiaires, novembre-décembre 2015

Typologies de projets et part de bénéficiaires concernés	Analyse des bénéficiaires interrogées	Difficulté à financer l'investissement souvenu	Motifs et principal effet du prêt numérique
<p>Composantes de projets industriels visant la mise en place de lignes de production automatisées</p> <p>45% des entreprises et 71% des entreprises industrielles (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ces entreprises sont celles qui disposaient préalablement d'une santé financière plus solide et de meilleures conditions d'emprunts auprès d'établissements bancaires ▶ Dans la grande majorité des cas, des projets numériques intégrés à des investissements bien plus larges, ayant une forte valeur de gage ▶ Des investissements qui se seraient réalisés, mais dans une moindre proportion ou de manière plus étalée dans le temps 	<p>Limitée</p>	<p>Abaissement du coût de l'investissement et flexibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Effet de substitution aux prêts bancaires ▶ Effet d'accélération des projets d'équipements structurants (logique de rattrapage) ▶ Effet d'incitation à accroître l'investissement
<p>Composantes de projets visant à acquérir des PGI ou solutions logicielles internes</p> <p>40% des entreprises soutenues (**)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des conditions d'accès aux financeurs classiques, très variables selon le degré de solvabilité et la situation financière et économique des entreprises, sans pour autant traduire une difficulté à financer ce genre d'investissements immatériels ▶ En l'absence de prêt numérique, ces projets prioritaires auraient été financés par emprunt, à des taux plus élevés, sur fonds propres ou leasing. ▶ L'obtention du prêt numérique a quelquefois permis d'ajouter de nouvelles composantes logicielles au projet initialement prévu 	<p>Limitée</p>	<p>Abaissement du coût de l'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Effet de substitution aux fonds propres ▶ Effet d'accélération des projets d'équipements structurants (logique de rattrapage) ▶ Effet d'incitation à accroître l'investissement

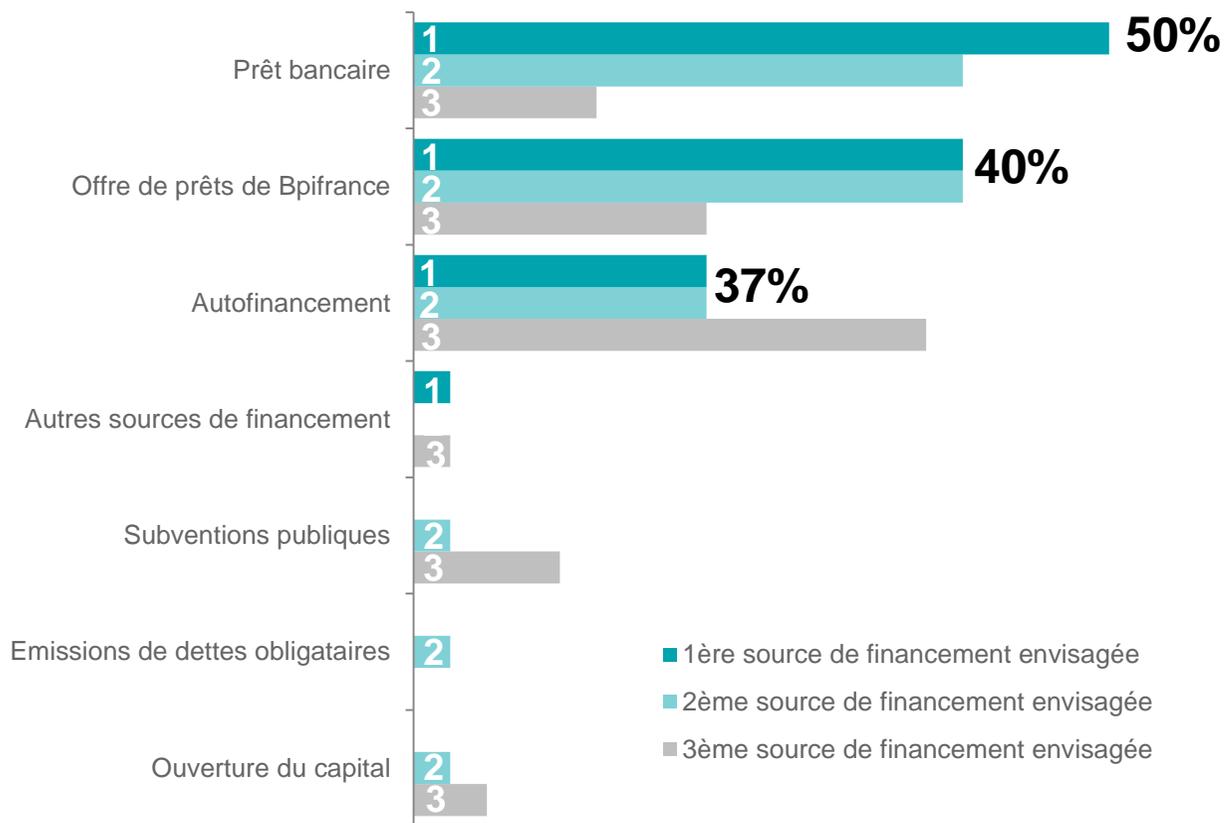
Méthode: La segmentation a été construite sur la base des analyses qualitatives des projets et profils des bénéficiaires. A chaque typologie de projet a été adossé une pondération. (*) Calcul à partir de la base de données Bpifrance (octobre 2015) et doit être lue de la manière suivante : « 45% des bénéficiaires [165 sur 370] ont mentionné un projet incluant une composante visant à automatiser les lignes de production »..Pour rappel, un bénéficiaire pouvait disposer de plusieurs projets. (**)
Calcul analogue, avec 146 entreprises concernées sur 370.

Typologies de projets et part de bénéficiaires concernés	Analyse des bénéficiaires interrogées	Difficulté à financer l'investissement soutenu	Motifs et principal effet du prêt numérique
<p>Composantes de projets portant sur du renouvellement du matériel informatique</p> <p>50% des entreprises soutenues concernées, dans le cadre d'un projet impactant d'autres technologies (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des projets qui s'inscrivent généralement dans des projets numériques plus larges ▶ Des conditions d'accès aux financeurs classiques, très variables selon le degré de solvabilité et la situation financière et économique des entreprises, sans pour autant traduire une difficulté à financer ce genre d'investissements immatériels ▶ Un recours à l'emprunt complexe sur ces projets, qui peuvent néanmoins être financés sur fonds propres ou en leasing, si la situation de l'entreprise le permet ▶ Le prêt numérique permet aux entreprises d'être acquéreur de leur matériel informatique 	<p>Modérée</p>	<p>Financement de ce volet numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Effet de substitution aux fonds propres ▶ Effet sur la réalisation des projets de renouvellement de matériel (logique de renouvellement de l'équipement)
<p>Composantes de projets visant à développer une offre immatérielle innovante</p> <p>7 à 10% des entreprises et 70% des entreprises des TIC (**)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ces entreprises sont parmi celles qui rencontrent le plus de difficultés à financer leurs projets d'investissement numérique, consistant pour une grande part à l'acquisition de nouvelles compétences ▶ Les projets se seraient dans l'ensemble réalisés mais à des rythmes plus lents, fortement conditionnés par les fonds propres de l'entreprise et le besoin en fonds de roulement 	<p>Elevée</p>	<p>Renforcement des contreparties des prêts bancaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Effet sur la réalisation des projets d'enrichissement de l'offre (logique d'innovation de produits)

Méthode: La segmentation a été construite sur la base des analyses qualitatives des projets et profils des bénéficiaires. A chaque typologie de projet a été adossé une pondération. (*) En l'absence d'item dédié au renouvellement du matériel informatique dans la Base de données Bpifrance, calcul réalisé à partir de l'Enquête EY auprès des bénéficiaires : nombre d'entreprises ayant coché l'item « systèmes ou infrastructures informatiques » à la question « quelles sont les technologies mobilisées par le projet soutenu par Bpifrance? » sur l'ensemble des répondants à cette question. Parmi eux, tous ont considéré que le projet mobilisait au moins une autre technologie (**). Calcul à partir de la part d'entreprises relevant du domaine des TIC (code NAF « Information et communication »), Base de données Bpifrance (octobre 2015). 10% correspondant à 38 entreprises des TIC sur 370; 7% correspondant à 26 entreprises des TIC ayant engagé spécifiquement des projets de type « offre enrichie » sur 370.

L'offre de Bpifrance était une source de financement privilégiée et bien installée dans l'esprit des bénéficiaires du prêt numérique

Quelles sources de financement aviez-vous envisagées en priorité pour financer votre investissement numérique ?



Le recours à l'emprunt privé est la source de financement considérée en priorité par la moitié des répondants

40% des répondants considèrent les prêts BPI en priorité avant les emprunts bancaires classiques et l'autofinancement

... et 40% également considèrent cette source de financement en seconde position

L'autofinancement apparaît en troisième position après l'emprunt bancaire classique ou auprès de Bpifrance

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

Une réactivité fortement appréciée par les personnes interrogées ...

« La rapidité d'octroi est très appréciable : on peut avoir une réponse en quelques jours »

- « Flexibilité, souplesse, réactivité, dynamisme ... Je suis très satisfait des prêts Bpifrance de manière générale »
- « Le point saillant du recours aux prêts Bpifrance et plus particulièrement au prêt numérique est l'impact sur la rapidité du projet : quelques mois avec une banque privée contre quelques semaines avec Bpifrance »
- « Les équipes Bpifrance sont très à l'écoute même si elles savent dire non, l'esprit est entrepreneurial et le fonctionnement n'a rien de public »

... et une relation de long-terme installée entre Bpifrance et les entreprises bénéficiaires, au risque d'une préférence pour un portefeuille de clients réguliers et réputés sûrs

- Sur les 16 entreprises interrogées, seules 2 n'étaient pas en contact préalable avec Bpifrance
- La quasi-totalité des entreprises en contact préalable avec Bpifrance a été démarchée par le chargé d'affaires
- Parmi les 370 entreprises bénéficiaires, 128 (40%) ont bénéficié au sein de leur plan de financement d'une autre source de financement Bpifrance
- L'analyse de l'assiette éligible n'apparaît pas systématiquement dans les plans de financement initiaux

« Nous avons sollicité 1,5 M€ de prêt croissance en 2014 mais n'avons pu obtenir qu'1 M€. Le différentiel a pu être passé sur le prêt numérique »

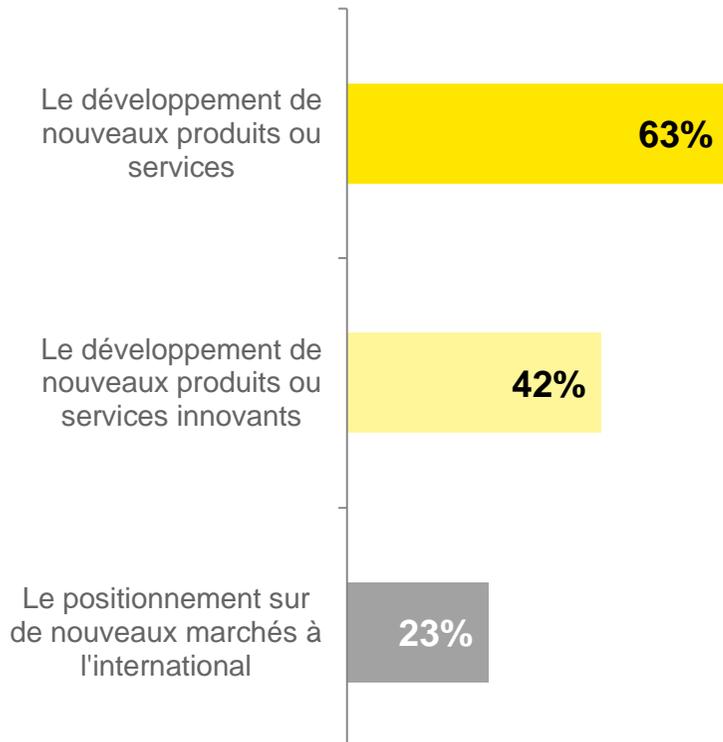
« Nous faisons des points réguliers avec notre chargé d'affaires Bpifrance, qui nous a présenté le prêt numérique »

« Nous avons été sollicités par Bpifrance »

« On a un prêt numérique parce que Bpifrance nous l'a proposé »

- ▶ **Les entreprises éprouvent des difficultés à cerner les effets économiques :**
 - ▶ **Effets sur les emplois et les compétences :** Plus des 2/3 des entreprises n'ont pas répondu à la question dédiée au nombre d'emplois créés grâce à l'investissement soutenu par le prêt numérique dans le sondage EY
 - ▶ **Effets sur l'organisation interne de la société :** Ce point a été développé dans la partie dédiée à la maturité numérique ex-post, même si une certaine ambiguïté peut résider dans l'identification des *drivers* des changements organisationnels
 - ▶ **Effets sur les produits développés :** Ce point a pu être abordé d'une manière quantitative et qualitative (*cf détails page suivante*)
 - ▶ **Effets sur le chiffre d'affaires et les parts de marché :** Les entreprises interrogées estiment que la part du projet numérique dans les investissements globaux de la société est assez peu significative et intrinsèquement liée à un ensemble d'autres actions de développement engagées par ailleurs
 - ▶ Lorsque le projet d'investissement est déclenché par une perspective de commande d'un donneur d'ordre, il est plus aisé de distinguer le chiffre d'affaires généré (même si la commande n'est pas exclusivement conditionnée par le projet numérique financé). Toutefois, l'absence de données systématiques sur ces commandes, parfois encore potentielles, ne permet pas de dresser un panorama global des effets sur le CA
 - ▶ En conséquence, l'analyse de l'impact sur les parts de marché gagnées n'a pas pu faire l'objet d'investigations auprès des sociétés interrogées

L'investissement permet-il ...



Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

63% des répondants à l'enquête en ligne considèrent que l'investissement a permis de développer de nouveaux produits et services

Ce développement peut être direct et passer par l'intégration d'une technologie à une offre de produits ou services :

- Recrutement de développeurs logiciel
- Financement d'un data center, etc..

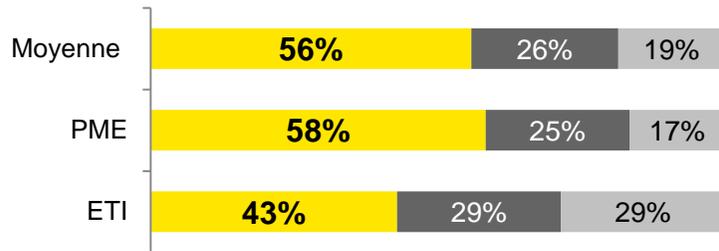
... ou indirect, mais rendu possible grâce aux nouveaux outils de production :

- Acquisition de machines-outils permettant de réduire les défauts de qualité pour être en conformité avec les normes de plus grands donneurs d'ordre
- Acquisition d'outils de simulation, imprimante 3D, etc... pour améliorer le processus de création

Un positionnement à l'international qui peut se traduire par exemple par :

- L'industrialisation des processus de commercialisation en ligne
- L'ouverture d'une antenne à l'étranger
- L'accès à des donneurs d'ordre internationaux

Le projet soutenu par Bpifrance aura-t-il une incidence sur la diffusion des outils et usages numériques au sein de votre entreprise ?



58% des PME considèrent que le projet aura un impact décisif contre 43% seulement des ETI

- Oui - Le projet aura un impact décisif sur la maturité numérique de notre entreprise
- Oui, à la marge - Le projet soutenu contribue, parmi d'autres, à mieux diffuser les usages numériques
- Non - Le projet soutenu comprend une composante numérique mais sans incidence sur l'entreprise au-delà de cet investissement

« Les deux composantes de ce projet sont vitales pour notre société »

ETI industrielle de fabrication de dispositifs médicaux engagée dans une modernisation de sa ligne de production et du suivi logistique

« Ce projet a permis aux dirigeants de passer un cap »

PME numérique développant un datacenter

« J'espère une petite révolution »

Les impacts attendus sont jugés importants par les interlocuteurs interrogés:

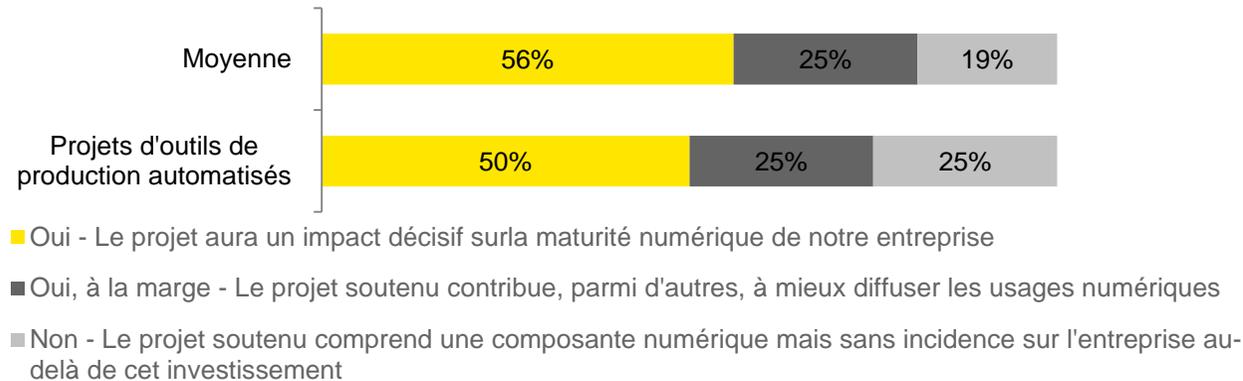
- ▶ **Refonte de la relation avec la clientèle** (ex. audit du processus commercial en vue d'exploiter davantage les réseaux sociaux et les big data)
- ▶ **Homogénéisation et systématisation des outils de gestion** (ex. intégration des PGI entre filiales pour des entreprises s'inscrivant dans une optique de croissance externe)
- ▶ **Fidélisation client** via l'amélioration de la qualité des produits ou l'information en temps réel sur les commandes
- ▶ **Augmentation – parfois trop peu anticipée – des rythmes de production**
- ▶ **Renouvellement des terminaux informatiques** pour développer le travail nomade, etc ...

Source : Entretiens EY auprès d'un panel de bénéficiaires du prêt numérique, novembre-décembre 2015

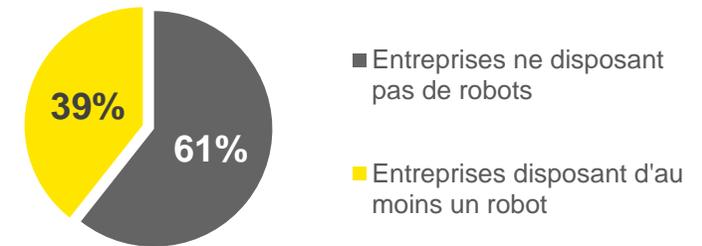
Malgré un taux de robotisation supérieur à la moyenne nationale, les projets financés d'équipements de production automatisés sont jugés structurants pour rattraper le retard technologique

Les investissements ont généralement permis aux entreprises de franchir une étape cruciale dans leur développement technologique

Le projet soutenu par Bpifrance aura-t-il une incidence sur la diffusion des outils et usages numériques au sein de votre entreprise ?



Equipement ex-ante en robots des entreprises industrielles bénéficiaires



Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

« Sans automatisation, la société n'aurait pas pu abaisser ses coûts aux standards requis par les donneurs d'ordre, et n'aurait donc pas pu remporter ce marché, qui correspond à environ 4% du CA »

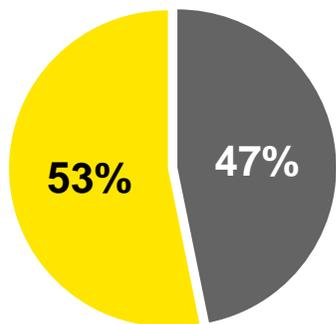
« Nous étions complètement saturés en cadence et n'avions pas d'autre choix que de renouveler complètement l'outil de production. »

- ▶ Les entreprises interrogées ayant investi dans des équipements de production automatisés, fonctionnaient auparavant quasi-systématiquement de manière mécanique.
 - 59% des entreprises qui ont fait financer un outil de production numérique dans le cadre du prêt numérique, ne disposaient d'aucun robot au préalable

Source : Entretiens EY auprès d'un panel de bénéficiaires du prêt numérique, novembre-décembre 2015

La moitié des entreprises qui ont mis en place un PGI avait déjà un PGI avant le recours au prêt numérique

Equipement ex-ante en Progiciel de Gestion Intégré, logiciels de gestion de la relation Client (GRC-CRM) et Systèmes d'information des Ressources Humaines des bénéficiaires



- Entreprises disposant d'un PGI ou d'outil de GRC-CRM ou d'un SIRH
- Entreprises ne disposant d'aucun de ces outils

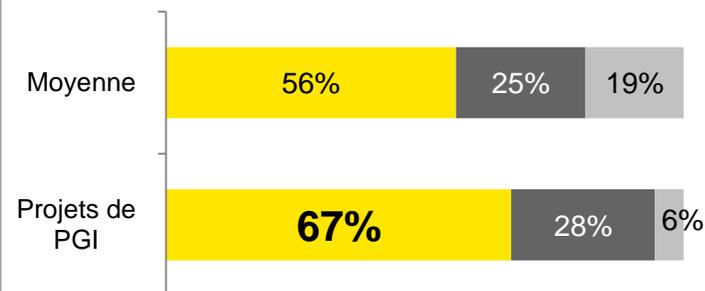
Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

Les projets de PGI relèvent ainsi davantage de l'adaptation ...

- Les entretiens ont mis en évidence le fait que les projets autour des logiciels/progiciels de gestion étaient davantage centrés sur une optimisation et/ou un déploiement à plus grande échelle d'outils existants, par opposition par exemple aux projets robotiques pour lesquels l'intégration de nouvelles technologies est plus marqué

... Mais les entreprises concernées sont plus optimistes concernant l'influence du projet sur leur maturité numérique

Le projet soutenu par Bpifrance aura-t-il une incidence sur la diffusion des outils et usages numériques au sein de votre entreprise ?



- Oui - Le projet aura un impact décisif sur la maturité numérique de notre entreprise
- Oui, à la marge - Le projet soutenu contribue, parmi d'autres, à mieux diffuser les usages numériques
- Non - Le projet soutenu comprend une composante numérique mais sans incidence sur l'entreprise au-delà de cet investissement

Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015



1

Mise en place de PGI, logiciels de gestion, matériel informatique

« Le projet nous a permis **d'améliorer le service client** : transmission d'informations plus fiables au client (impact qualitatif non appréciable d'un point de vue financier) » (1)

« Ces logiciels doivent nous permettre **d'homogénéiser nos systèmes d'information** entre les filiales (3)

« Désormais, toutes les **données clients sont partagées**. Ça, c'est très précieux ! » (5)

« Ces nouveaux outils logiciels nous ont permis de **fluidifier les SI et les méthodes de gestion** (gains de temps) et nous permettront donc **d'améliorer la compétitivité et la productivité** » (2)

« Avant le prêt numérique, le renouvellement du matériel informatique se faisait grâce à la location. L'un des gros intérêts du prêt numérique est de nous avoir permis **d'acquérir du matériel informatique**, ce qui est plus rentable pour la société même si cela pose des questions d'adaptation au niveau administratif (question des assurances à re-internaliser notamment) » (5)

« On gagne du temps, on est plus efficace, on est désormais beaucoup **plus 'pro'** » (4)

Source : Entretiens EY auprès des bénéficiaires, novembre-décembre 2015 (1) PME industrielle finançant un PGI (2) ETI de restauration modernisant ses outils de gestion (3) Grande ETI de logistique (4) PME industrielle engagée dans la refonte du site internet, la mise en place d'un logiciel de CAO, le renouvellement du matériel informatique) (5) ETI de fabrication de meubles, projets divers)



Mise en place d'une chaîne de production automatisée

« La mise en place d'un nouveau logiciel de CAO pour le développement de machines était **nécessaire pour répondre à une commande** d'1 M€ (~1/3 de notre CA en 2015) » (5)

« Le projet va **améliorer la productivité tant en volume qu'en qualité** car ce nouvel appareil va permettre de fabriquer des produits à haute valeur ajoutée » (1)

« **L'amélioration de la qualité** liée à la nouvelle technologie pourrait ouvrir de **nouveaux débouchés commerciaux** pour le bureau d'étude, avec le développement par exemple de nouvelles finitions de produits (effet qui va être exploré et non ciblé a priori) » (2)

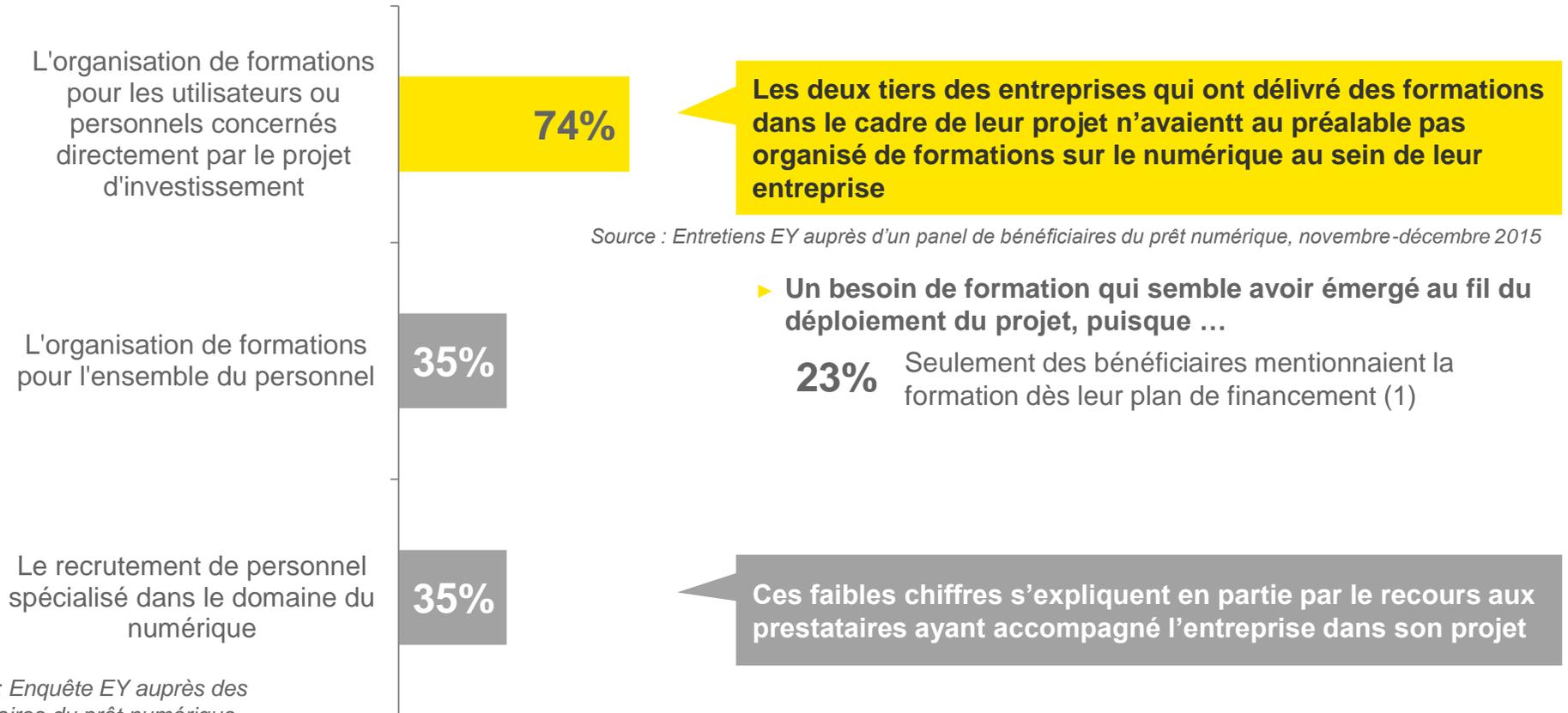
« Cette nouvelle ligne de production nous permet **de passer un fonctionnement sur stock, à une production lean** » (4)

« Le projet a permis **d'améliorer la performance interne** par l'amélioration de la **qualité** et de la **traçabilité**, qui sont des critères nécessaires pour répondre à la demande des grands donneurs d'ordre, d'améliorer le confort de travail et de faciliter la courbe d'apprentissage » (3)

Source : Entretiens EY auprès des bénéficiaires, novembre-décembre 2015 (1) PME industrielle automatisant sa ligne de production pour développer une nouvelle offre (2) ETI industrielle de fabrication de dispositifs médicaux engagée dans une modernisation de la ligne de production et du suivi logistique (3) PME industrielle finançant l'automatisation de la ligne de production (4) ETI de fabrication de meubles, projets divers (5) PME industrielle engagée dans la refonte du site internet, la mise en place d'un logiciel de CAO, le renouvellement du matériel informatique)

Un nombre important de projets soutenus est l'occasion d'actions visant à renforcer les compétences, facteur de pérennisation de la maturité numérique des organisations

L'investissement a permis ...



Source : Enquête EY auprès des bénéficiaires du prêt numérique, décembre 2015

(1) Source : Base de données Bpifrance sur les bénéficiaires, Octobre 2015. Retraitement EY (entreprises ayant coché 'Formation' comme fonction ciblée + entreprises ayant mentionné des actions de formation dans la description de leurs investissements = 85 entreprises sur 370).

Données Bpifrance

- ▶ Base de données relative aux bénéficiaires du prêt numérique, Octobre 2015
- ▶ Fiche technique du prêt numérique, Bpifrance
- ▶ Première évaluation du dispositif prêts vert, Bpifrance, Septembre 2014
- ▶ Rapport annuel d'activité 2014, Bpifrance
- ▶ Rapport annuel d'activité 2014 – Volet Financement, Bpifrance
- ▶ Plan stratégique 2014-2017, Bpifrance

Financement des entreprises

- ▶ Investir pour l'avenir, Priorités stratégiques d'investissement et emprunt national, Rapport d'A. Juppé et M. Rocard, Juillet 2009
- ▶ Baromètre européen EY des PME-ETI, EY, Janvier 2015
- ▶ Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME, 25^{ème} édition, Sondage Ifop pour KPMG et CGPME, Mai 2015
- ▶ Baromètre : Les ETI françaises à l'offensive ! Autonomes et tournées vers l'international, les ETI, un modèle de pérennité, Deloitte / L'Usine Nouvelle, Septembre 2015
- ▶ Crédit aux PME : des mesures ciblées pour des difficultés ciblées, Les notes du Conseil d'Analyse économique n°18, Décembre 2014

Investissements numériques des entreprises

- ▶ Investissement dans les TIC, dans *Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Economie, environnement et société*, Éditions OCDE, 2013
- ▶ Le Financement de l'investissement des entreprises, rapport d'étape à Manuel Valls, François Villeroy de Galhau, Août 2015
- ▶ Chiffres clés du numérique, Etudes économiques de la Direction générale des entreprises (DGE), Edition 2015
- ▶ Du rattrapage à la transformation : L'aventure numérique, une chance pour la France, Roland Berger et Cap Digital, Septembre 2014
- ▶ Baromètre de la transformation numérique 2014 : Le financement et l'accompagnement au cœur de la démarche de transformation digitale des entreprises, DigitalNow-Econom-SIA Partners-Ifop, Octobre 2014

Questions évaluatives

Analyses et données à mobiliser

Outils de collecte des données

1

Quels sont les différents profils ex-ante des entreprises bénéficiaires ?

Segmentation des bénéficiaires selon :

- ▶ le statut de l'entreprise et le lieu d'implantation du siège social
- ▶ la taille : effectifs et CA
- ▶ le secteur d'activité
- ▶ la situation financière : analyse des états financiers
- ▶ la maturité déclarée en matière d'intégration du numérique dans leurs activités

▶ PHASE 2 - Données Bpifrance

▶ PHASE 3 – Enquête électronique auprès des bénéficiaires

2

Quels sont les types de projets et d'effets recherchés ?

Segmentation des projets d'investissement selon :

- ▶ la date, le montant de l'investissement et le volume de financement octroyé
- ▶ le calcul du poids de l'investissement au regard du bilan
- ▶ les fonctions visées et impacts recherchés
- ▶ les technologies mobilisées

▶ PHASE 2 - Données Bpifrance

▶ PHASE 3 – Enquête électronique auprès des bénéficiaires

3

Quel effet levier sur les financements privés ?

- ▶ **Calcul de l'effet de levier** à partir des données sur les contreparties mobilisées (hors apport personnel)
- ▶ **Comparaison avec l'effet levier du Prêt vert de Bpifrance**

▶ PHASE 2
- Données Bpifrance
- Etudes Bpifrance sur d'autres dispositifs

Questions évaluatives

Analyses et données a mobiliser

Outils de collecte des données

4

Le dispositif est-il incitatif ou sujet à un effet d'aubaine ?

- ▶ **Analyse des capacités des entreprises à financer ce type d'investissement :**
 - ▶ Analyse du nombre d'entreprises soutenues dont la situation financière leur aurait potentiellement permis d'investir sans recours à Bpifrance
 - ▶ Analyse du niveau de risque des projets
 - ▶ Perception des entreprises sur la facilité de financement de ce type d'investissement
 - ▶ Comparaison des investissements numériques dans des entreprises non soutenues
- ▶ **Analyse des effets du prêt :**
 - ▶ Sur la réalisation l'accélération et l'ampleur du projet numérique
 - ▶ Sur la réalisation de l'investissement plus global dont le projet numérique ne constitue qu'un volet
- ▶ **Analyses du caractère incitatif du prêt bonifié par rapport à d'autres types de financement**

▶ PHASE 2 - Données Bpifrance

▶ PHASE 3
 - Enquête électronique auprès des bénéficiaires et d'entreprises non soutenues
 - Entretiens avec 30 entreprises

Questions évaluatives

Analyses et données a mobiliser

Outils de collecte des données

5

Les investissements ont-ils des effets sur le développement des entreprises ?

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- ▶ **Evolution du chiffre d'affaires et des effectifs depuis la date d'investissement**
- ▶ **Comparaison avec l'évolution sur les trois dernières années**
- ▶ **Déclaration des entreprises sur le nombre d'emplois induits**
- ▶ **Perception des entreprises sur les effets plus qualitatifs** (sur l'organisation, les modes de travail et de production, les parts de marché, les produits, les autres investissements)

DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

- ▶ **Analyse de l'effet du projet sur la maturité numérique des entreprises** (acquisition de nouvelles compétences, initiation d'une dynamique pérenne, nouvelle organisation)

▶ **PHASE 3**

- Enquête électronique auprès des bénéficiaires et d'entreprises non soutenues
- Entretiens avec 30 entreprises

Entreprises bénéficiaires

Novembre - décembre

Envoi d'une enquête en ligne à l'ensemble des 370 entreprises bénéficiaires

Mi-novembre – mi-décembre

Entretiens avec 16 entreprises bénéficiaires représentatives des différents profils d'entreprises et types de projets

Cf questionnaire en annexe

Panel témoin

Proposition initiale

Novembre Envoi d'une enquête en ligne auprès de 1.000
Décembre entreprises bénéficiaires du Prêt Croissance

► *Bpifrance a confirmé l'impossibilité de solliciter ces entreprises*

Proposition retenue in fine

Novembre Envoi d'une enquête en ligne auprès de 1.000
Décembre entreprises issues des bases de données EY

► *Nota : un risque de taux de réponse très faible annoncée et constaté, qui n'a pas permis l'exploitation des données, malgré la réalisation de 3 relances*

47 entreprises proposées par EY

(30 initiales + 17 en substitution)

47 contactées

- 16 rdv réalisés (cf détails ci-contre)
- 31 refus (dont 17 propositions d'entreprises de substitution)

- ▶ **Des typologies d'entreprises rencontrées représentatives mais une légère surreprésentation des TIC** (entreprises plus réceptives?) **et un défaut de sociétés de commerces et de services**
 - ▶ 7 PME / 5 ETI / 1 TPE
 - ▶ Entreprises industrielles : 10
 - ▶ Entreprises de services ou commerces : 2
 - ▶ Entreprises de TIC : 4
 - ▶ *Rq : Les NAF ne correspondent pas forcément aux activités réelles*
- ▶ **Des projets assez représentatifs** (plusieurs projets par société)
 - ▶ ERP/CRM et autres logiciels de travail : 5
 - ▶ Enrichissement de l'offre : 3 (data center, big data, tablette numérique)
 - ▶ Automatisation d'outils de production : 6
 - ▶ Outils de conception / Simulation R&D : 1
 - ▶ Recrutements de développeurs (R&D) : 12
 - ▶ Financement du BFR : 2
 - ▶ Renouvellement du matériel informatique : 2
- ▶ **Des typologies de financement variées**
 - ▶ Prêts numériques de 200 k€ à 2,5 M€
 - ▶ Profils de financement classiques, hormis...
 - ▶ 1 cas pour lequel la dette hors Bpifrance est supérieure à 70%
 - ▶ 1 cas pour lequel la règle des 1 pour 1 n'est pas respectée (ie. contributions BPI > Apports hors autofinancement)
 - ▶ 2 Entreprises n'ont mobilisé aucun emprunt hors Bpifrance
 - ▶ 6 Entreprises ont mobilisé d'autres prêts Bpi
 - ▶ 3 Entreprises ont mobilisé des subventions
 - ▶ 7 Entreprises ont mobilisé un autofinancement ou des apports (3 de chaque)

Modalités d'administration

- Enquête en ligne administrée du 27 octobre au 9 décembre 2015
- Questionnaire transmis électroniquement aux bénéficiaires du prêt numérique
- Administration via l'outil d'enquête en ligne EY-Survey
- 2 relances effectuées par EY
- 1 relance effectuée par Bpifrance

► Profil des répondants

- Taux de retour : 31%
- Echantillon assez représentatif malgré une légère surreprésentation des PME (75% vs 60% dans les bénéficiaires)
- Des secteurs d'activités également proches de ceux des 370 avec les 5 premiers secteurs qui correspondent et 52% d'industries manufacturières (vs 45% parmi les 370)
- En termes de répartition géographique, l'Ile-de-France et Rhône-Alpes, les deux régions les plus représentées chez les 370 bénéficiaires le sont aussi chez les répondants
- Une répartition analogue des projets, des technologies mobilisées et des fonctions impactées : beaucoup de projets de PGI et d'automatisation de la chaîne de production

115 répondants
Un taux de retour de 31%
Un échantillon représentatif de
l'ensemble des bénéficiaires du prêt
numérique

Taille des entreprises : Des volumes bien respectés
malgré une légère sur-représentation des PME

	Enquête	370 bénéficiaires
ETI	20%	33%
PME	75%	60%
TPE	5%	7%

Secteurs d'activités : Les 5 secteurs phares sont bien représentés,
avec une légère surreprésentation de l'industrie et des TIC

	Enquête	370 bénéficiaires
1. Industrie manufacturière	52%	45%
2. Information et communication	17%	13%
3. Commerces	12%	13%
4. Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7%	11%
5. Activités financières et d'assurance	4,5%	6%
Total des 5 secteurs les plus représentés	93%	89%
→ Seuls 5 secteurs totalisant 15% des 370 entreprises bénéficiaires ne sont pas représentés : production et distribution d'eau, activités immobilières, arts, spectacles et activités récréatives, enseignement, et industries extractives		

Régions : Ile-de-France et Rhône-Alpes, les deux régions les plus représentées
chez les 370 bénéficiaires comme chez les répondants

	Enquête	370 bénéficiaires
1. Ile-de-France	#1 - 20 %	#1 - 20%
2. Rhône-Alpes	#2 - 11 %	#2 - 15%
→ 4 régions ne sont pas représentées (Champagne-Ardenne, Corse, Haute-Normandie, DOM) mais elles ne représentent moins de 2% des 370 bénéficiaires)		

EY | Audit | Conseil | Fiscalité & Droit | Transactions

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2015 EY Advisory.
Tous droits réservés.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

www.ey.com/Advisory

advisory@fr.ey.com

VOS CONTACTS

Pierre-Aymeric DEWEZ

Directeur de mission senior

E-mail : pierre-aymeric.dewez@fr.ey.com

Tel : 01 46 93 87 53

François COMETS

Manager Evaluation

E-mail : francois.comets@fr.ey.com

Tel : 06 89 22 67 43

Coraline HERNANDEZ

Consultante

E-mail : coraline.hernandez@fr.ey.com

Tél : 06 20 25 32 01

Retrouvez toutes
nos études
sur EY Insights



EY

Building a better
working world